

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'énergie nucléaire sans radioactivité n'est pas un rêve

bha. Il y a une année, le Japon a été frappé par une catastrophe nucléaire d'une ampleur considérable. L'incertitude de la population concernant les rejets radioactifs perdure. Dans notre pays, le débat politique sur l'abandon du nucléaire nous empêche de voir le problème central auquel est confrontée l'humanité à l'ère nucléaire:

Depuis que l'on désintègre l'uranium, la production et le rejet de grandes quantités de radioactivité représentent une source de graves dommages pour les hommes, les animaux et l'environnement.

La tragédie de Fukushima dont on ne peut aucunement minimiser la gravité, la tragédie de l'explosion du réacteur de Tchernobyl en Ukraine et d'autres catastrophes nucléaires

dont on minimise depuis longtemps les conséquences sont dues essentiellement à la quantité de radioactivité rejetée. Les dommages économiques pour l'Etat et la société compromettent également l'existence même de la population en réduisant les superficies cultivables.

Alors que l'OMS et l'AIEA s'obstinent à dissimuler les véritables statistiques sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, des données médicales variées prouvent de manière irréfutable qu'une fois le rayonnement ionisant libéré, il a un effet somatique et génétique sur les cellules humaines. Le débat concernant les énergies renouvelables fait des vagues, ce qui est normal, car l'être humain doit apprendre à ménager ses ressources naturelles.

Avec sa brochure «L'énergie nucléaire sans radioactivité n'est pas un rêve», l'ingénieur Heinz Werner Gabriel apporte une réelle contribution de politique sanitaire et énergétique au débat sur l'arrêt des centrales nucléaires obsolètes. Son message principal est qu'un pays peut produire suffisamment d'énergie si l'on change le paradigme à la base de la technique nucléaire selon lequel la fission nucléaire et la production d'énergie n'est possible que grâce à l'uranium. En prenant connaissance de cette brochure, le lecteur découvrira un monde nouveau – et le débat sur l'abandon de l'énergie nucléaire acquerra une importante dimension constructive.

Voici un aperçu de la brochure.

Avant-propos

Ce qui m'a incité à reprendre la question de «l'énergie nucléaire sans radioactivité» remonte à 2001. A proximité de plusieurs installations nucléaires, on a constaté la présence de radioactivité liée aux particules et, d'après des documents de 1986/87 celle de béryllium 7. Ce type de radioactivité laisse clairement supposer l'utilisation de lithium.

La connaissance de la fission du lithium et du dégagement d'énergie qu'elle permet a progressé au cours des dernières décennies, de même que l'idée qu'on pouvait éventuellement produire de l'énergie nucléaire sans radioactivité.

Dans l'espoir d'avoir pu, avec cette étude, contribuer à rendre l'avenir moins menaçant, je dédie cette brochure à mes enfants et petits-enfants Ines et Andreas, Anna-Lina et Aurelia.

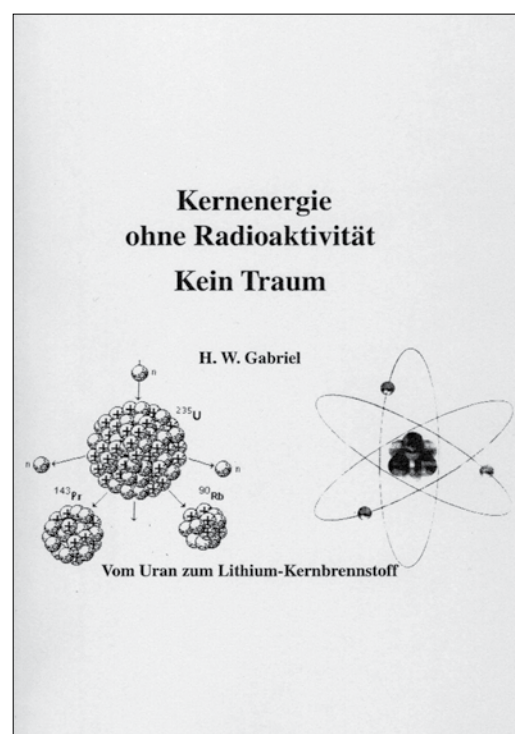
H.W. Gabriel, 20/1/12

Résumé

Quand on demande aux citoyens pourquoi ils sont contre l'utilisation de l'énergie nucléaire, on obtient généralement la réponse suivante: les risques dus à la radioactivité et aux déchets radioactifs ne sont pas tolérables.

Quand on demande aux scientifiques si l'on peut construire des centrales nucléaires qui ne produisent pas de radioactivité, on obtient quasiment toujours la réponse «non».

Or cette réponse ne correspond pas à l'état actuel de la science. Si, à la place du combustible nucléaire utilisé jusqu'ici, c'est-à-dire l'uranium, on recourt au lithium, qui est inactif, sa fission produit de l'énergie sans radioactivité. On comprend le processus quand on considère la désintégration du lithium-6 par le deutérium. Il en résulte tout d'abord un atome constitué de 4 pro-



tons et de 4 neutrons qui se décompose en deux atomes d'hélium inactifs semblables. En revanche, la fission de l'uranium, composé de 92 protons et de 143 neutrons, produit plusieurs centaines de fragments radioactifs.

L'absence de radioactivité élimine le risque d'accident et la nécessité du stockage définitif des déchets hautement radioactifs. Cela rend l'énergie nucléaire acceptable socialement et économiquement exploitable.

On connaît la fission du lithium depuis 1932 et celle de l'uranium depuis 1938. Des documents et des brevets sur l'utilisation du lithium dans les réacteurs existent depuis respectivement 1955 et 1975.

On dispose de peu d'informations sur les projets de construction de petits réacteurs au lithium. Jusqu'ici, on a utilisé des réacteurs hybrides comme source de neutrons pour fabriquer des matières fissiles.

Deux projets de centrale produisant de l'électricité à 5 centimes le kWh ont été

annoncés pour 2008. On peut estimer à 5 ans la durée de la construction car nous disposons d'une expérience pratique approfondie des réacteurs hybrides.

Il est facile de savoir pourquoi on a préféré l'uranium comme matière fissile: Contrairement au lithium, qui n'a pas de réaction en chaîne, l'uranium permet de fabriquer des armes.

Si l'on considère les réserves de lithium disponibles dans le monde, on pourrait couvrir les besoins en énergie primaire du monde pendant 800 ans sans produire de radioactivité.

Si l'on accepte une radioactivité de courte durée (demi-vie inférieure à 12 ans), on peut couvrir les besoins au moins pendant 2400 ans.

La fission du lithium représente maintenant déjà une alternative à la fusion nucléaire civile non encore disponible.

Aux dernières nouvelles (avant les accidents de Fukushima), on devrait, dans les réacteurs compacts annoncés pour 2008, utiliser de nouveau de l'uranium ou du plutonium plutôt que du deutéride de lithium.

Or qui pourrait trouver à redire à l'utilisation du lithium comme source d'énergie non radioactive à long terme?

Fukushima a montré avec évidence la nécessité de recourir à des systèmes énergétiques non radioactifs ou à radioactivité fortement réduite: les propriétaires et les exploitants des centrales nucléaires ne peuvent pas assumer le coût des dégâts matériels et l'Etat doit intervenir.

Conclusion: Il est impossible, aujourd'hui, d'exploiter dans le cadre de l'économie privée l'énergie nucléaire avec le volume de radioactivité qu'elle produit.

Chapitre 1: La sortie du nucléaire, une comédie politique

Les dernières explosions et fusions du cœur d'un réacteur nucléaire ont eu lieu à Fukushima en mars 2011. Certains pays

veulent sortir du nucléaire tandis que d'autres tiennent à conserver leurs réacteurs.

Ces deux attitudes sont sans doute caractérisées par l'opportunisme politique, l'incompétence et l'absence de responsabilité.

En raison du conflit non résolu entre la sécurité et l'économie, on se livre maintenant à des galipettes au détriment des citoyens.

On peut qualifier d'incompétents ceux qui réduisent l'utilisation de l'énergie nucléaire à l'activité des types de centrales de 1955 dont la conception est dépassée.

Fallait-il interdire toute conduite automobile parce que les voitures du type «Coccinelle» provoquaient fréquemment des accidents à la suite de l'explosion du réservoir situé à l'avant du véhicule?

Présenter hier une centrale nucléaire de 40 milliards comme sûre et reconnaître aujourd'hui qu'elle n'est pas sûre relève de l'incompétence.

Sont irresponsables ceux qui, après plus de 7 fusions du cœur d'un réacteur depuis 1960 (dans des réacteurs analogues au point de vue physique), n'ont pas cherché un produit fondamentalement nouveau. Au lieu de cela, on a déguisé en agneaux des loups (capables, en cas d'accident, de détruire toute une métropole) et, après des tests de résistance, on a déclaré que les agneaux étaient «robustes».

La législation sur la «sortie-rentree-sortie» du nucléaire en Allemagne n'a pas été un exploit dû à la compétence en matière de politique énergétique.

Dans ce qui suit, nous abordons la question des moments décisifs de l'évolution de l'énergie nucléaire qui ont finalement conduit à la technologie actuelle et à ses problèmes.

Il faut lutter contre la perte de crédibilité des acteurs politiques, économiques et scientifiques afin d'évaluer objectivement

Suite page 2

A propos de l'auteur

Heinz Werner Gabriel est ingénieur en physique technique. Il a travaillé à la planification, à la construction et à l'exploitation de 5 centrales nucléaires et a dirigé des projets sur l'amélioration de la sécurité des réacteurs et des installations de retraitement du combustible nucléaire. Au sein de l'état-major scientifique du Bundestag, il a participé à la conception de la politique de l'énergie nucléaire. Pendant des années, il a apporté son soutien à la justice en tant qu'expert en matière de violation de la Loi sur l'énergie nucléaire et de la Loi sur le contrôle des armes de guerre. A l'aide de méthodes d'analyse spéciales, il a découvert l'origine de matières fissiles de contrebande de même que le moment et les causes d'accidents dans plusieurs installations nucléaires qui avaient été dissimulés.

Courriel: li-energy.info@arcor.de

Contenu de la brochure

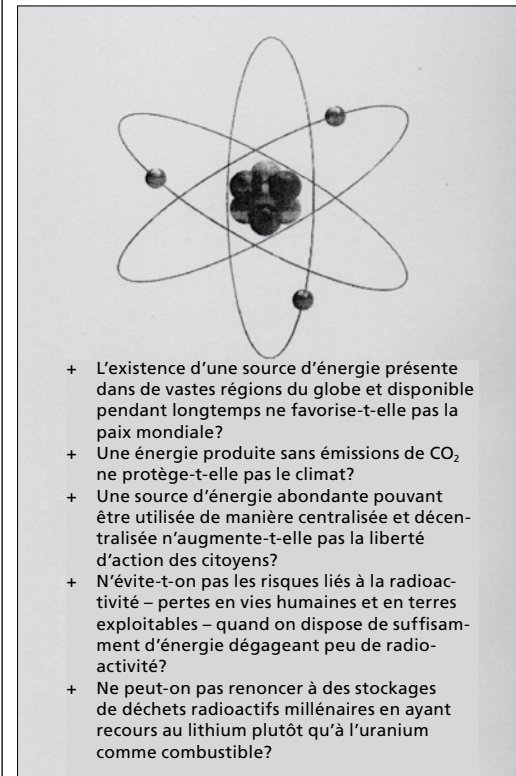
Préface

Résumé (en allemand, anglais et français)

1. La sortie du nucléaire: une comédie politique
2. Objections à l'énergie nucléaire
3. Fréquence des accidents dus à la fusion du cœur d'un réacteur et quantité de radioactivité libérée
4. La fission de l'uranium est préférée car elle se prête très bien à la fabrication d'armes
5. Les réacteurs de sous-marins, fondement des centrales nucléaires actuelles
6. Manque d'intérêt pour les centrales nucléaires produisant peu de radioactivité

7. L'énergie nucléaire sous forme de fusion nucléaire
 8. Passage au combustible nucléaire lithium
 9. Contribution du lithium à l'approvisionnement en énergie à long terme
 10. Coûts du lithium et du deutérium
 11. Installations destinées à la fission du lithium
 12. Maturité de la technologie de la fission du lithium
 13. Les centrales nucléaires encouragent-elles la prolifération des armes nucléaires?
 14. Bibliographie
- A propos de l'auteur

(Traduction Horizons et débats)



- + L'existence d'une source d'énergie présente dans de vastes régions du globe et disponible pendant longtemps ne favorise-t-elle pas la paix mondiale?
- + Une énergie produite sans émissions de CO₂ ne protège-t-elle pas le climat?
- + Une source d'énergie abondante pouvant être utilisée de manière centralisée et décentralisée n'augmente-t-elle pas la liberté d'action des citoyens?
- + N'évite-t-on pas les risques liés à la radioactivité – pertes en vies humaines et en terres exploitables – quand on dispose de suffisamment d'énergie dégageant peu de radioactivité?
- + Ne peut-on pas renoncer à des stockages de déchets radioactifs millénaires en ayant recours au lithium plutôt qu'à l'uranium comme combustible?

Une année après Fukushima

La sortie du nucléaire est-elle possible?

par Ernst Pauli, ingénieur

hd. L'article ci-dessous a été rédigé sans que l'auteur connaisse l'exposé de H. W. Gabriel. Ces deux documents constituent une base en vue d'un débat rationnel et objectif. Le sujet implique que l'on analyse avec précision les expériences faites jusqu'ici, que l'on prenne en compte les besoins actuels afin de préserver l'existence de nos enfants sur toute la planète. On ne peut pas le faire sur la base d'émotions ou d'idéologies. En outre, le problème présente une autre difficulté – que l'on peut résoudre: il faut pouvoir présenter ce sujet complexe, qui relève de la science et de l'économie énergétique, de telle manière que les citoyens des démocraties puissent le comprendre, y réfléchir et participer aux décisions. Nous faisons confiance à nos spécialistes.

Sortie du nucléaire

Dans certains pays, à la suite des événements de Fukushima, un débat a eu lieu sur la sortie du nucléaire et celle-ci a été décidée ici ou là. L'Allemagne et la Suisse l'ont fait presque en même temps. Si l'on met les centrales nucléaires hors circuit, il faut remplacer cette source de production d'électricité. L'Allemagne, qui encourage depuis de nombreuses années la production de courant à partir d'énergies renouvelables, progresse rapidement. Le remplacement total de l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables

La situation au Japon

Bien que le puissant lobby nucléaire continue à faire de la publicité pour l'énergie nucléaire, une évolution de l'opinion publique a lieu également au Japon.¹ La pénurie d'électricité de l'été 2011 a été maîtrisée en activant les capacités de réserve et grâce à des restrictions de consommation volontaires. En janvier, 3 seulement des 54 réacteurs japonais étaient encore en activité. En mars, toutes les centrales vont être arrêtées. En plus des tests de résistance, des modernisations nécessaires et des réparations des dégâts causés par le dernier séisme qui ont lieu actuellement, les autorités responsables refusent d'accorder des licences d'exploitation.² On s'étonne que la société TEPCO, qui exploite les centrales de la région de Tokyo, ait assuré que l'été prochain, il n'y aurait pas de problèmes d'approvisionnement lors des pics de consommation.

paraît envisageable à court terme. Il est utile à ce sujet de voir ce qui se passe en Autriche. On y a renoncé à l'énergie nucléaire sans qu'il en résulte de problèmes. En Suisse, la sortie est voulue par les politiques. Va-t-on la réaliser?

L'énergie nucléaire, qu'on nous a présentée comme une source d'énergie sûre, n'a pas tenu ses promesses. Depuis l'introduction de cette technologie, 5 fusions de cœur de réacteur et de nombreux autres accidents montrent clairement que les probabilités de survenue de catastrophe calculées autrefois sont caduques. Même les nouvelles générations de réacteurs n'amélioreront pas la sécurité de manière décisive car ces probabilités n'ont pas jusqu'ici été corrigées en fonction des événements qui se sont produits. Le «mythe de la sécurité»³ a souvent empêché de voir l'essentiel. Le point faible déterminant, c'est l'homme, car il ne maîtrise pas le maniement des systèmes extrêmement complexes et la planification des mesures de sécurité nécessaires. Les accidents de *Three Mile Island*, de *Tchernobyl* et de *Fukushima* le montrent nettement.

Il faut saluer la décision du Conseil fédéral suisse de renoncer au nucléaire. Une politique énergétique raisonnable devrait viser à éviter les risques manifestes de l'énergie nucléaire, à ménager les énergies fossiles et à empêcher les effets sur l'environnement, comme un réchauffement climatique inadmissible. Tout cela conduit à adopter une politique énergétique qui met l'accent sur les sources d'énergie renouvelables pour la production d'électricité.

Le *Protocole de Kyoto*⁴ a pour objectif de limiter le réchauffement de la Terre par les gaz à effet de serre. Entre autres mesures, l'article 2 mentionne le développement et l'application de sources d'énergie renouvelables. Aussi, une directive de l'UE a-t-elle été adoptée en 2009 qui, dans ses considérants, fixe les objectifs d'utilisation de sources d'énergie renouvelables et d'un accès prioritaire garanti pour l'électricité provenant de ces sources. Tous les Etats membres ont fixé des objectifs nationaux relatifs à la part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'électricité.⁵

Les exemples que nous allons mentionner indiquent comment remplacer de manière optimale l'énergie nucléaire et opérer les changements nécessaires dans des délais raisonnables.

Développement de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables

Avec sa «loi d'injection d'électricité» («Stromeinspeisegesetz») de 1991, l'Alle-

magne s'est engagée très tôt sur la voie des énergies renouvelables. Le modèle de subvention de cette loi a été ensuite repris par 18 pays de l'UE ainsi que d'autres, notamment la Chine.⁶ Les objectifs de la «loi sur les énergies renouvelables (EEG)» de 2000, avec ses amendements de 2004 et de 2009, vont au-delà de la simple réduction des gaz à effet de serre. Son application doit protéger l'environnement et la santé et éviter les risques que présente la production d'électricité à partir des sources d'énergie fossiles et du nucléaire. Ces objectifs de la politique énergétique allemande sont ambitieux: La CEE préconise une part d'énergies renouvelables de 35% jusqu'en 2020, de 50% jusqu'en 2030 et finalement de 80% jusqu'en 2050.⁷

La promotion à long terme de technologies innovantes avec une «indemnité d'alimentation» garantie sur 20 ans conduit à la mise rapide sur le marché d'installations solaires et éoliennes. Aussi la décision allemande d'arrêter les 7 centrales les plus anciennes est-elle applicable grâce aux capacités de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et des capacités de réserve classiques. Le pays dispose d'une capacité d'environ 155 GW (2009) avec une capacité effective moyenne de 76,8 GW. Même lors des charges maximales annuelles de 80 GW des 10 dernières années, si l'on tient compte des travaux d'entretien prévus et des pannes imprévues des centrales, on dispose de capacités de réserve suffisantes.⁸ En ce qui concerne ces dernières, il est signalé qu'un excédent de 10 GW était disponible fin 2010 pour l'arrêt de centrales nucléaires.⁹ Selon les évaluations des exploitants des réseaux de trans-

port et de l'Agence fédérale des réseaux, en arrêtant les 7 centrales les plus anciennes ainsi que celle de Krümmel qui ont une capacité de 8,4 GW, la sécurité d'approvisionnement et la stabilité du réseau seraient délicates, mais maîtrisables.

Selon ce scénario, l'Allemagne peut renoncer complètement à l'énergie nucléaire à partir de 2007. En plus des centrales en construction et des centrales biomasse supplémentaires, le pays dispose jusqu'en 2017 de besoins supplémentaires de 5GW tout au plus qui peuvent être couverts à temps par des centrales à gaz très flexibles et très efficaces, grâce à un développement accéléré des énergies renouvelables et à des mesures d'efficacité énergétique.⁹

Les chiffres suivants reflètent le développement rapide de l'utilisation des énergies renouvelables pour la production d'électricité en Allemagne: Pendant la tempête «Andrea», à l'aube du 5 janvier 2012, 50% de l'électricité, soit 23 GW, ont été produits par l'éolien. Le 2 août 2011, journée très chaude, le solaire a produit, aux alentours de midi, un maximum de 19 GW, soit 25%.¹⁰

Donc si le vent souffle et que le soleil brille, les maxima atteints par ce type de production d'énergie sont impressionnants et caractéristiques des rapides progrès technologiques actuels. Toutefois, il faut insister sur le fait que, sur l'année, la part des énergies renouvelables est encore faible. Ainsi la part moyenne de l'énergie éolienne est de 6% et celle de l'énergie solaire de 1,9% seulement. La part de l'énergie biomasse est également remarquable: 5,4%. En Allemagne, l'en-

Suite page 3

La centrale nucléaire de Mühleberg doit être fermée

par H.W. Gabriel, ingénieur

Un an après Fukushima, le Tribunal administratif fédéral a décidé, pour des raisons de sécurité, de n'autoriser l'exploitation du plus ancien réacteur à eau bouillante, situé près de Berne, que jusqu'en juin 2013. Toute autorisation au-delà de cette date nécessitera des preuves de sécurité étendues. Or ces dernières sont, selon les premières évaluations, difficiles à apporter.

Qu'est-il arrivé? Selon la décision du gouvernement, l'abandon du nucléaire ne devait avoir lieu qu'après 2030. Est-ce que la justice s'est chargée à juste titre de la question de la sécurité et de l'énergie? Les commissions de sécurité se sont-elles discréditées en dissimulant ou en minimisant

depuis des années des problèmes de sécurité importants?

Nous cheminons-nous vers une situation où des décisions peuvent provoquer des dommages irréparables au bien commun? «Mühleberg» détermine aussi l'avenir des autres centrales nucléaires, Beznau, Gösgen et Leibstadt, qui produisent tout de même 40% de l'énergie électrique.

Pourtant, si l'on accorde une importance essentielle au principe selon lequel la sécurité des citoyens prime sur la rentabilité, la décision du tribunal administratif doit être considérée comme correcte, du moins dans un premier temps. Il ne demande pas l'arrêt immédiat (ce qui aurait été possible). Il accorde plus d'une année à l'exploitant pour apporter des preuves de sécurité.

Les politiciens aussi devraient profiter de cette période pour reprendre l'initiative. A quels reproches ne s'exposeront-ils pas si un accident se produit plus tard sans que les améliorations nécessaires n'aient été apportées dès maintenant?

A ce sujet, voici quelques suggestions de mesures peu coûteuses mais efficaces:

- Le comportement des commissions d'évaluation de la sécurité et de la rentabilité fait l'objet de critiques. Leurs évaluations occupent cependant le rang politique le plus élevé. Le Parlement devrait formuler les critères de sécurité essentiels pour protéger la population.
- Le comportement de la direction de la centrale nucléaire, pendant les périodes difficiles de fortes pressions, nécessite le soutien de l'opinion publique. Le Conseil fédéral devrait désigner un délégué à la sécurité de la centrale qui soit indépendant de l'entreprise.
- Dans les anciennes installations, dont les défaillances sont prouvées, il faudrait envisager des mesures destinées par exemple à réduire les sollicitations de l'installation. Ainsi, on pourrait réduire le rendement de 50%.

On ne devrait mettre aucune limite à la pensée constructive.

(Traduction Horizons et débats)

«L'énergie nucléaire sans ...»

suite de la page 1

les chances d'une utilisation de l'énergie nucléaire sans radioactivité et permettre sa réalisation.

Ces chances ne relèvent pas du rêve mais de faits scientifiquement prouvés.

Les accidents dus à la radioactivité et la nécessité de stockage des déchets radioactifs pendant des millénaires n'existeraient plus.

Dans certains pays, par exemple en Suisse, on a fait un pas vers l'objectivité et on a mis en discussion des critères de sécurité pour la construction de nouvelles centrales, critères sévères et apparemment irréalisables:

- Une fuite de radioactivité dans l'environnement doit être exclue;
- On ne doit pas exclure d'importants dégagements de radioactivité selon les principes de probabilité des jeux de hasard;
- La durée de radiation des déchets radioactifs devrait être de l'ordre d'une génération.

Or l'utilisation de combustibles au lithium et au deutérium répond à ces critères.

Le fait de négliger des perspectives aussi décisives provient d'une formation étroite en physique nucléaire qui fait que les scientifiques fondent leur enseignement sur des produits industriels existants.

Les moyens les plus sûrs d'utiliser l'énergie nucléaire civile ne devaient être ni évoqués ni appliqués.

On ne souhaitait pas rendre objective la notion de «sécurité» au moyen de critères.

Pendant des décennies, on n'a pas voulu qu'un «nouvel état de la science et de la technologie» puisse nuire à la commercialisation d'installations standards.

Le contrôle de la prolifération des armes nucléaires est instrumentalisé par des pays dominants afin d'empêcher que la concurrence économique ne développe l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Citations

Serment d'un professeur devant un tribunal administratif:

Je jure qu'une cuve de réacteur à pression ne peut pas exploser.

Un professeur intègre de l'EPFZ:

On n'échappe pas à une évaluation probabiliste des risques.

Reproche d'un collègue:

«Quelques années de travail en politique énergétique ont sans doute endommagé ta rationalité. En matière de sécurité nucléaire, un plus un continue de faire deux.»

Réponse et question: «Tu es marié et tu as un enfant que tu aimes. Est-ce que tu ne pratiques pas une rationalité dans laquelle un plus un peut également faire trois?»

Regrets d'un physicien nucléaire

Il était fier de savoir apprivoiser le feu nucléaire, Il tirait vanité du prestige de sa profession, Il s'agaçait des doutes de simples citoyens, Il se défendait par des mensonges qu'on lui avait dictés, Il était inquiet pour l'avenir des enfants, Il dissimulait honteusement ses actes passés, Mais il espère maintenant rattraper le temps perdu.

Extraits de la brochure «Kernenergie ohne Radioaktivität. Kein Traum.» (Traduction Horizons et débats)

(Traduction Horizons et débats)

On peut se procurer la brochure, uniquement en allemand, auprès de:

Genossenschaft Zeit-Fragen,
Case postale, CH-8044 Zürich

ou de:

Sarkis/A. Gabriel,
D-69434 Hirschhorn/Neckar
Courriel: li-energy-info@arcor.de

Prix: 15 francs/12 euros (+ frais de port)

«Une année après Fukushima»

suite de la page 2

semble des énergies renouvelables utilisées pour produire de l'électricité était de 16,4% en 2010 et de 17,1% en 2011.¹¹

Les capacités des énergies renouvelables en Allemagne augmentent rapidement. Selon les chiffres récents, en 2010, le rendement maximum nominal des nouvelles installations photovoltaïques a été de 7,4 GW/a. Et la tendance va se poursuivre. La situation est analogue en matière d'énergie éolienne où les nouvelles installations de 2009 représentaient 1,9 GW et celles de 2010, 1,5 GW.¹²

On s'attend à une augmentation due aux parcs éoliens en mer dont la durée de production moyenne peut passer de 2000 à 4000 heures. Les premiers parcs éoliens en mer ont commencé à être exploités et de nombreux autres sont prévus. On peut sans doute partir de l'hypothèse que les objectifs ambitieux de l'introduction d'énergies renouvelables seront même dépassés.

Lors d'un référendum effectué en 1978, l'Autriche s'est opposée à l'énergie nucléaire pour la production d'électricité. La même année, cette décision a débouché sur la «Loi de non-utilisation de l'énergie nucléaire» («Atomsperrgesetz») et en 1999 elle a été inscrite dans la Constitution. Conséquence du renoncement à l'énergie nucléaire, la part moyenne des énergies renouvelables dans la production d'électricité est assez élevée: elle atteignait 68,2% en 2009. Une grande partie du courant est produit par des centrales hydrauliques, dans des lacs de retenue et dans des centrales d'accumulation, comme en Suisse. La part des centrales utilisant des énergies fossiles est également importante, mais l'Autriche développe aussi les «nouvelles» énergies renouvelables.

Elle a transcrit le droit communautaire dans sa «Loi sur l'électricité verte» («Ökostromgesetz») et fixé une série d'objectifs pour sa production d'électricité. Entre 2010 et 2015, la capacité des nouvelles centrales à énergies renouvelables doit être de 2,36 GW. Et ce chiffre doit passer à 4,4 GW en 2020. Cela correspond à une augmentation d'environ 50% des capacités actuelles.

En Autriche, l'utilisation de l'éolien a commencé au milieu des années 1990 et a augmenté considérablement à partir de 2003 à la suite de conditions attractives de politique énergétique. De 2003 à 2006, 100 parcs éoliens d'un rendement nominal cumulé de quelque 0,2 GW ont été installés chaque année. Mais par la suite de changements politiques et techniques, le pays n'a plus installé un seul parc éolien. Les installations éoliennes autrichiennes avaient en 1999

un rendement nominal total de 1 GW, nettement plus que les suisses.¹⁰

Avec ses 69%, la production d'électricité autrichienne à partir d'énergies renouvelables est très élevée. A côté de l'hydraulique, l'éolien représente 2,9% et la biomasse 6,4%. Les parts de l'énergie solaire et de la géothermie sont encore négligeables.

En Suisse, la «rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC)» pour la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables existe depuis 2009. La «Loi sur l'énergie» (état au 1^{er} janvier 2011) stipule que la production moyenne annuelle d'électricité à partir d'énergies renouvelables doit augmenter jusqu'en 2030 d'au moins 0,62 GW (environ 8% de la production totale) par rapport à 2000. La production moyenne annuelle d'électricité hydraulique doit également augmenter jusqu'en 2030 de 0,23 GW par rapport à 2000 (+2,7%).¹⁷ Ces objectifs ne reflètent en aucune manière le scénario et les actions nécessaires pour remplacer la production nucléaire en cas de sortie du nucléaire.

Certes, avec ses centrales d'accumulation et ses centrales au fil de l'eau, la Suisse dispose aussi d'une capacité considérable de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, mais sa situation est très différente de celle de l'Allemagne. En Suisse, les usines hydrauliques ont une capacité maximale de production de courant de 12,8 GW en été (17/9/2007) et de 10,5 GW en hiver (17/12/2008).¹⁸ Mais elles dépendent énormément des conditions météorologiques. On estime le rendement minimum de l'énergie hydraulique à 9,6 GW en été et à environ 5,25 GW en hiver. La part des centrales classiques à production combinée de chaleur et d'électricité est, avec 0,5 GW, de 4,8%.¹⁹ Le rendement nominal des éoliennes est de 0,046 GW, ce qui représente 0,06%,²⁰ celui du photovoltaïque, de 0,07 GW,²¹ est comparable à celui de l'éolien. Quant à celui des centrales nucléaires, il est de 3,24 GW. Si l'on additionne toutes les capacités de production d'électricité disponibles, il en résulte une pénurie de courant en hiver, laquelle nécessite des importations à ce moment-là. Même si la Suisse peut exporter ses excédents d'électricité en été, ses réserves sont faibles.²² Les éventuelles défaillances prévues, dues à des travaux d'entretien ou imprévues, dues à des problèmes techniques, ne peuvent être compensées que par des importations.

Après la décision populaire du 23 septembre 1990 (moratoire sur les centrales nucléaires), aucune centrale nucléaire n'a plus été construite en Suisse. Mais on n'a pas réfléchi sérieusement à une augmentation de la production d'électricité grâce aux énergies renouvelables et pour la sortie du nucléaire,

	Autriche ¹⁴ production brute d'électricité en 2011	Suisse ¹⁵ production nette d'électricité en 2010	Allemagne ¹⁶ production brute d'électricité en 2011
énergie hydraulique	58,5%	54,8%	3,1%
énergie nucléaire	–	38,2%	22,5%
énergie fossile	31,34%	4,8%	56,7%
énergie éolienne	2,9%	0,06%	6,0%
énergie solaire	0,04%	0,13%	1,9%
biomasse, déchets	6,4%	1,8%	5,4%
géothermie	0,001%	–	–
Autres énergies	0,9%	–	4,4%

Tableau comparatif de la part des diverses technologies de production d'électricité en Autriche, Suisse et Allemagne. Les différences concernant l'année des données et l'opposition entre production brute et production nette sont négligeables pour notre propos.

on n'a pas abordé – ou on ne l'a pas fait suffisamment tôt – la question du développement des capacités de réserve nécessaires au moyen des technologies concernant les énergies renouvelables.

Il n'existe pas de concept courageux qui rendrait possible l'abandon du nucléaire dans un proche avenir. Le recours à des centrales à gaz serait peut-être une solution nécessaire, mais seulement un second choix.

Dans ses déclarations sur les raisons de la décision de sortie, Doris Leuthard a évoqué, en plus du fait d'éviter les risques nucléaires, les avantages économiques de cette décision. Et cet atout est évident.

En Autriche, actuellement, plus de 185 000 personnes²³ occupent des emplois «verts», ce qui représente 1 emploi sur 20. En Allemagne, le nombre des personnes travaillant dans le secteur des énergies renouvelables a doublé par rapport à 2004, atteignant 367 000 en 2010.²⁴ Le nombre des personnes travaillant dans l'approvisionnement en électricité a légèrement baissé à environ 220 000, surtout à la suite du recul des charbonnages et des secteurs industriels d'aval.²⁵

Il faut s'attendre à une évolution analogue en Suisse. L'effet économique positif d'une politique active en faveur des énergies renouvelables, également pour les PME, est manifeste.

Et maintenant?

Les exemples cités indiquent la solution. Grâce à une part importante d'énergies renouvelables qui ne proviennent pas seulement de la force hydraulique, l'Autriche peut très bien se passer de l'énergie nucléaire. L'Allemagne est préparée à sortir du nucléaire et le fera sans doute dans un proche avenir. La Suisse doit encore créer, grâce à des conditions politiques claires, les bases de la sortie qui a été décidée, mais elle pourra profiter des progrès technologiques.

Naturellement, nous ne pouvons qu'esquisser ici la situation. Il est évident que les problèmes d'un réseau électrique à alimentation énergétique fluctuante vont augmenter avec le développement de nouvelles formes d'énergie. Cela nous donne une occasion bienvenue d'utiliser notre inventivité et d'élaborer de nouvelles solutions qui seront naturellement économiquement rentables, comme le montre le développement des technologies en matière d'énergies renouvelables au cours des dernières décennies dans divers pays, dont la Suisse.

Une part plus, voire beaucoup plus importante d'énergies renouvelables sera possible quand l'électricité pourra être transportées sur de grandes distances. Mentionnons le développement de la construction croissante d'éoliennes en mer, d'installations solaires dans les pays du Sud où l'on peut augmenter leur efficacité. Grâce à de nouvelles techniques de transport du courant continu à haute tension, on peut transporter l'électricité sur de longues distances avec des pertes relativement faibles d'environ 3% aux 1000 km. Il faut continuer de développer les techniques de stockage. L'extension et la structuration des réseaux électriques nous mettront de plus en plus d'échapper à l'influence des conditions météorologiques grâce à du courant provenant de régions très éloignées. Et finalement, il faudra promouvoir et utiliser les formes d'énergie renouvelables disponibles de manière

permanente comme la géothermie, l'énergie marémotrice ou l'énergie des vagues. Cela permettra de ne plus dépendre des fluctuations des énergies éolienne, solaire et hydraulique et de garantir un approvisionnement sûr.

Mais ces exemples montrent que les politiques doivent envoyer des signes fiables et créer les conditions nécessaires. La forte promotion des énergies renouvelables en Allemagne a contribué à son succès économique et cette voie devrait avoir le même effet en Suisse. La sortie du nucléaire est possible, elle représente une alternative sérieuse. ●

(Traduction Horizons et débats)

¹ Koichi Kitazawa, ancien président de l'agence japonaise pour la science et la technologie, *Exposé présenté au Paul Scherrer Institut* le 8/11/11

² *World Nuclear News*, Japanese reactors await restart approvals, 16/1/12, www.world-nuclear-news.org

³ Fukushima: The myth of safety, the reality of geoscience, J. Nöggerath, R.J. Geller, V.K. Gusiakov *Bulletin of the Atomic Scientists* 2011

⁴ *Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*, Kyoto 11/12/97

⁵ Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23/4/09

⁶ *Ökostrom – Das unterschätzte Gesetz*, «Die Zeit» du 25/9/09

⁷ Gesetz für den Vorrang erneuerbarer Energien (Erneuerbare-Energien-Gesetz – EEG), 25/10/08, loi amendée le 22/12/11 (BGBl. I S. 3044)

⁸ *Bundesverband der Energie und Wasserwirtschaft e.V. BDEW 2010: Energiemarkt Deutschland – Zahlen und Fakten zur Gas-, Strom- und Fernwärmeversorgung*, été 2010

⁹ Umweltbundesamt Berlin, *Hintergrundpapier zur Umstrukturierung der Stromversorgung in Deutschland*, mai 2011

¹⁰ EEX-Transparenzplattform, www.transparency.eex.com/de/

¹¹ Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie, Berlin, *Energiedaten für Deutschland*, 15/8/11

¹² Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit (BMU), Berlin, juillet 2011 *Erneuerbare Energien in Zahlen*

¹³ 75. Bundesgesetz über die Förderung der Elektrizitätserzeugung aus erneuerbaren Energieträgern (Ökostromgesetz 2012 – ÖSG 2012), *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 29/7/11

¹⁴ *Statistikbroschüre 2011*, Energie-Control Austria, Wien, p. 24

¹⁵ Office fédéral de l'énergie, section analyses et perspectives, *Statistique suisse des énergies renouvelables*, 2010

¹⁶ Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie, *Energiedaten, ausgewählte Grafiken*, 15/8/11, p. 34

¹⁷ *Loi suisse sur l'énergie du 26 juin 1998*, 1/1/11

¹⁸ Diplomarbeit, Universität Wien, *Die Strommärkte der Schweiz und Österreichs im Vergleich*, Clemens Jedlicka, betreut von Univ.-Prof. Dr. Franz Wirl

¹⁹ *Statistique suisse de l'électricité 2009*, Office fédéral de l'énergie

²⁰ Etat au 19/1/12, www.wind-data.ch

²¹ *Elektrosuisse Bulletin 5/2010, Das Wachstum bei der Fotovoltaik fällt stärker aus als erwartet*

²² *Graphiques de la statistique suisse de l'électricité*, Office fédéral de l'énergie, 2009

²³ Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft, Vienne *Die Entwicklung erneuerbarer Energie in Österreich im Jahr 2009*, décembre 2010

²⁴ Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, *Entwicklung der erneuerbaren Energien in Deutschland in 2010*, décembre 2011

²⁵ Umweltbundesamt Berlin, *Hintergrundpapier zu Auswirkungen des EEG*, avril 2011

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

De qui Hans Rühle est-il l'expert? Les Etats-Unis et l'Allemagne ne sont pas d'accord sur l'analyse militaire d'une éventuelle attaque de l'Iran par Israël

par Benjamin Weinthal, «Jerusalem Post» du 21 février 2012

Des analyses aboutissant à des conclusions complètement différentes sur la capacité militaire d'Israël à détruire le programme nucléaire iranien ont été publiées dans le quotidien allemand «Die Welt» [16 février] et dans le «New York Times» [20 février].

Tandis que l'auteur de l'article du «New York Times» doute des chances de succès d'Israël, Hans Rühle responsable de la planification au ministère allemand de la Défense entre 1982 et 1988, estime, dans l'article de «Die Welt», que l'armée de l'air israélienne pourrait anéantir les plus importantes installations nucléaires d'Iran.

Les principales divergences concernent le nombre d'avions et de bombes israéliens qui seraient nécessaires pour détruire les installations nucléaires les plus importantes d'Iran et le défi que représente le ravitaillement des avions qui doivent parcourir une distance de plus de 1000 miles à l'intérieur de l'espace aérien iranien et retourner sains et saufs en Israël.

Le «New York Times», dans son analyse assez pessimiste intitulée «Iran Raid Seen as a Huge Task for Israeli Jets» écrit que pour détruire l'infrastructure nucléaire de l'Iran, il faudrait au moins 100 avions de combat.

D'après des analystes militaires américains, ce serait un travail d'Hercule pour Israël de pénétrer dans l'espace aérien de l'Iran et d'attaquer les installations nucléaires du pays.

Le «New York Times» cite Michael V. Hayden, directeur de la CIA de 2006 à 2009, qui a déclaré explicitement que pulvériser les installations nucléaires iraniennes «dépassait les capacités» d'Israël.

Le lieutenant-général David A. Deptula a déclaré au «New York Times» que «tous les experts étaient d'avis que les choses n'étaient pas si simples.»

Deptula a servi dans l'US Air Force en tant qu'agent de haut rang des Services secrets jusqu'à l'année dernière et il a commandé les raids aériens d'Afghanistan en 2001 et de la première guerre du Golfe de 1991 en Iraq.

Le «New York Times» est assez pessimiste quant aux capacités d'Israël de ravitailler ses avions de combat: «Israël devrait utiliser des avions ravitailleurs, mais on peut supposer qu'il n'en a pas assez.»

En net contraste avec l'analyse du «New York Times», Hans Rühle, grand expert en sécurité allemand assure, dans son long article intitulé «Wie Israel das iranische Atomprogramm zerstören könnte» (Comment Israël pourrait détruire le programme nucléaire iranien), que des bombardements de grande envergure pourraient ramener le programme dix ans ou plus en arrière.

«Il est facile de savoir pourquoi on a préféré l'uranium comme matière fissile: Contrairement au lithium, qui n'a pas de réaction en chaîne, l'uranium permet de fabriquer des armes.»

Heinz Werner Gabriel, *Kernenergie ohne Radioaktivität. Kein Traum, 2012*

Il se demande combien d'avions de combat et de bombes israéliens seraient nécessaires pour détruire les installations nucléaires d'Iran.

Il cite des experts et écrit qu'Israël est capable de mener une opération de bombardement étendue et d'empêcher l'Iran de faire des progrès dans le développement d'armes nucléaires.

D'après Rühle, il y a en Iran 25 à 30 installations où l'on travaille exclusivement ou principalement sur le programme nucléaire. Six de ces sites sont des cibles de premier ordre: l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, le site de conversion d'uranium d'Ispahan; le réacteur à eau lourde d'Arak, l'usine d'armes et de munitions de Parchin, l'usine d'enrichissement d'uranium de Fordow et le réacteur à eau légère de Buschehr.

David P. Goldman, célèbre chroniqueur du site web d'informations PJ Media, a écrit à la mi-février que «Hans Rühle [avait été] l'un des analystes les plus sérieux et les plus perspicaces pendant la période difficile de la guerre froide: «Il est absolument certain qu'Israël pourrait paralyser le programme nucléaire iranien avec environ 25 de ses 87 bombardiers de combat F-15 et avec un plus petit nombre de ses F-16 pendant une décennie, voire plus longtemps. Chacun de ses F-15 pourrait transporter deux bombes anti-bunker GBU-28 et les F-16 pourraient être armés de plus petites bombes.»

Rühle écrit que les «informations sur Natanz sont solides», que le «projet a été surveillé par satellite et que «des touristes israéliens» l'ont observé sur place».

Il ajoute que les bombes anti-bunker les plus puissantes d'Israël, les GBU-28, pourraient détruire le toit de l'installation et que si cela ne suffit pas, une deuxième pourrait en achever la destruction.

Selon Rühle, la destruction réussie du réacteur nucléaire syrien par Israël a été un précédent important en 2007: «De nombreux experts croient» que, dans l'état actuel des connaissances, les frappes contre le programme nucléaire iranien pourraient retarder le programme de 10 ans ou peut-être plus longtemps encore.

Quant aux avions de combat, on aurait besoin de 20 appareils F-15 équipés cha-

cun de deux GBU-28. Il pense que l'armée de l'air d'Israël dispose de plus de 87 avions F-15. L'installation de conversion d'uranium d'Ispahan, très vulnérable à des attaques parce que ses bâtiments ne sont pas souterrains, pourrait être détruite par des bombes GBU-27. Ispahan transforme le yellowcake [concentré d'uranium] en uranium.

Selon Rühle, le réacteur à eau lourde d'Arak représenterait un petit défi pour l'armée de l'air d'Israël. La destruction de l'installation non enterrée pourrait être réalisée au moyen de 10 bombes GBU-10. La frappe exigerait 10 avions F-16. L'installation la plus difficile à détruire est l'usine souterraine d'enrichissement d'uranium de Fordow. Elle devrait être attaquée par des unités spéciales.

Une solution serait de frapper les ouvertures de tunnels avec des GBU-28 pour rendre les entrées inaccessibles pendant un certain temps.

L'installation complexe de Parchin échappe aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique et on ne sait pas combien de bombes il faudrait pour détruire les bâtiments dont beaucoup sont enterrés. On suppose que l'Iran y fabrique des ogives nucléaires.

Rühle considère la centrale nucléaire de Buschehr comme une première cible militaire possible, surtout parce que la centrale au plutonium peut être utilisée pour fabriquer des armes. Contrairement au ministère américain des Affaires étrangères qui considère que l'installation poursuit un programme d'énergie à usage civil, Rühle écrit que «la destruction de Buschehr ne devrait pas poser de problème à l'armée israélienne: 10 bombes GBU-28 ou GBU-27 devraient suffire.»

Il cite un expert nucléaire israélien de haut rang qui s'est rendu à Berlin en 2011. Il a déclaré à Rühle: «Nous ne pouvons pas accepter l'existence de ce réacteur [celui de Buschehr] parce qu'il n'empêche pas la propagation de matériaux permettant de fabriquer des armes nucléaires.

Rühle ajoute que le problème sera résolu pour la durée d'une génération si Israël peut détruire des éléments essentiels du programme iranien. Il manifeste une très grande confiance dans la capacité des systèmes militaires israéliens.

Il écrit que «l'armée de l'air d'Israël est excellente. Ses pilotes sont marqués par l'histoire d'Israël et les dangers constants auxquels l'Etat juif est exposé.»

Bien qu'il considère le ravitaillement des avions de combat comme un problème délicat parce qu'Israël ne possède officiellement que 5 avions ravitailleurs du type KC-130H et 4 du type B-700, mais il croit que ces nombres réels sont plus élevés.

Il précise que le gouvernement israélien avait demandé à l'administration de George W. Bush de lui vendre ou louer des avions ravitailleurs supplémentaires. Il ajoute que l'armée de l'air d'Israël a l'expérience de la technique du ravitaillement en vol entre les F-15 et les F-16. Il ajoute qu'il est possible d'atterrir provisoirement en Syrie, en Turquie ou en Iraq pour faire le plein.

Source: «Jerusalem Post» du 21/2/12

(Traduction Horizons et débats)

hd. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la campagne d'hiver contre la Russie a été déclenchée par Hitler contre l'avis des généraux. Hans Rühle veut-il marcher dans les pas du dictateur? D'où tient-il son assurance? Ou s'agit-il d'une «folie des grandeurs» échappant aux catégories psychiatriques? Ses propos sont-ils à rapprocher des louanges adressées à l'Allemagne le 3 février dernier à Munich par le vice-ministre des Affaires étrangères d'Israël Daniel Ayolon, qui voit dans l'Allemagne un «world leader»?

On a sans doute oublié que l'Option Samson signifie qu'Israël sera anéanti s'il entrait en guerre contre la Russie ou contre l'Iran. Rühle plaide-t-il donc pour une option suicide?

Dans son ouvrage «Opération Samson: comment Israël a acquis la bombe atomique» Seymour Hersh reproduit une conversation avec Rabin d'où il ressort qu'en Israël, on est conscient depuis longtemps du risque de suicide collectif: Un Américain de haut rang a mis Rabin en garde: Israël ne devra jamais larguer de bombe, sinon son gouvernement disparaîtra. Rabin a répondu qu'il n'était pas fou.

L'Allemand Hans Rühle appelle à la guerre d'Israël contre l'Iran. Faut-il supposer qu'il joue avec l'Option Samson? Le fait que cette guerre serait une guerre nucléaire n'est certainement pas un secret. Reste à savoir avec quelles armes. Proviendront-elles des Etats-Unis ou d'Allemagne, fabriquées grâce au know-how allemand, stockées puis assemblées en une semaine? •

S'opposer à la politique de la canonnière Au sujet du Non chinois au Conseil de sécurité de l'ONU

par Li Qingsi*

La crise actuelle en Syrie n'a pas simplement pour objet la protection des Droits de l'homme ainsi que le prétendent les Occidentaux. Ils veulent renverser le gouvernement actuel et le remplacer par un autre qui soit pro-occidental. La Syrie est considérée comme un problème pour la stratégie moyen-orientale de l'Occident du fait de ses liens étroits avec l'Iran et le Liban, tous deux hostiles aux Etats-Unis.

Afin de jouer un rôle au Proche-Orient, la Ligue arabe est prête à soutenir la stratégie occidentale dans la région. A n'en pas douter, après avoir résolu le problème syrien d'une façon non pacifique, la cible suivante serait l'Iran.

Le veto chinois ne signifie pas que Beijing se range aux côtés du gouvernement syrien, ou qu'il est aveugle aux affrontements sanglants, mais qu'il ne veut pas que la Syrie suive le même chemin désastreux que la Libye, qui a abouti à une situation de guerre civile généralisée.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a la responsabilité et l'obligation de défendre la Charte

des Nations Unies, source du droit et code de conduite international, et donc doit rejeter toute résolution qui viole cette Charte et ses principes.

Si la Chine se rend compte qu'une résolution est à même de menacer la souveraineté d'un Etat et va à l'encontre de la justice, et qu'elle ne fait rien, il s'agirait là d'une faute grave.

La réponse furieuse de l'Occident aux vetos russe et chinois montre que ceux-ci ont dévoilé le véritable objectif des Occidentaux – essayer de dominer le Moyen-Orient et monopoliser l'Organisation des Nations Unies – qu'ils avaient pris soin de masquer derrière leurs nobles revendications de défense des droits de l'homme en Syrie.

Le monde a été témoin de trop d'invasions d'Etats souverains et de trop de meurtres de civils innocents au nom de l'ingérence humanitaire. Les interventions militaires depuis la fin de la Guerre froide montrent que l'Occident, pendant qu'il brandit l'étendard de la protection des Droits de l'homme, ne fait en réalité que rechercher ses propres intérêts stratégiques globaux et régionaux.

Que cela soit les pays envahis après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ou encore certains pays musulmans qui ont subi des «révolutions colorées» l'an passé, le fait est que, à l'inverse de la protection des Droits de l'homme, ces invasions et ces «révolutions» ont entraîné la détérioration de la stabilité intérieure et de la situation humanitaire.

L'expérience montre que, depuis la Guerre froide, quelles que puissent être les divergences qui existent entre eux, les pays occidentaux se serreront les coudes quand ils sont en conflit avec un pays non occidental. Même à l'ère de la globalisation, il existe toujours une ligne de démarcation claire entre l'Occident et le reste du monde.

Pour des raisons à la fois historiques et pratiques, l'équilibre du pouvoir entre l'Ouest, particulièrement les Etats-Unis, et le monde non-occidental, est inégal. De la même façon qu'un pouvoir absolu sans surveillance ou restrictions a pour conséquence la corruption au sein d'un Etat, un pouvoir sans contre-poids dans la communauté internationale deviendra lui aussi impérieux et sans pitié,

devenant de ce fait une menace pour la stabilité du monde entier.

Après la Guerre froide, les Etats-Unis ont réussi à «avoir une emprise ferme sur l'ONU pour opprimer la communauté internationale» pendant que les pays petits ou moyens n'osaient pas exprimer leur mécontentement.

La réaction hystérique des Etats-Unis au veto chinois montre qu'ils n'ont pas compris l'évolution de la Chine. A un moment où la politique de la canonnière est remise au goût du jour, une approche modeste et auto-disciplinée de la diplomatie semble peut-être un peu démodée.

Si la Chine et les Etats-Unis peuvent coexister pacifiquement, il s'agirait d'un accomplissement sans précédent. Mais l'histoire des relations sino-étatsuniennes montre qu'une telle coopération ne peut être atteinte par le compromis ou la simple requête, et qu'il ne faut espérer aucune relation gagnant-gagnant par le simple truchement de nos bonnes volontés. La lutte sans rupture des relations ne doit pas être la base de l'attitude

Après les élections présidentielles en Russie

Nombreuses sont les bonnes bases de coopération accrue entre l'Europe et la Russie

par Karl Müller

Depuis les élections présidentielles en Russie, des voix se font entendre sous nos latitudes pour une coopération future entre la Russie et l'Europe. L'une de ces voix nous vient de l'ancien chancelier allemand *Gerhard Schröder* qui a lancé l'idée, dans une interview accordée le 7 mars au *Deutschlandfunk*, que les deux régions, Europe et Russie, pourraient beaucoup profiter d'un «partenariat de modernisation».

Vladimir Poutine s'était exprimé de la même façon dans un article important paru le 27 février (cf. agence de presse *Ria Novosti*).

Poutine propose une nouvelle fois «d'entreprendre les démarches nécessaires pour la création d'un espace économique et social unifié allant de l'Atlantique au Pacifique». Il souhaite «la création d'une communauté économique harmonieuse s'étendant de Lisbonne à Vladivostok, et de tendre vers une zone de libre commerce, voire d'une intégration économique».

Cet article de Poutine présente aussi un autre aspect intéressant et pourrait servir de base pour un dialogue constructif concernant les tâches à venir et une coopération en politique mondiale.

Poutine a écrit: «Je reste persuadé que la sécurité des pays dans le monde est indisociable, qu'il n'est pas tolérable de donner dans la violence, et que les normes fondamentales du droit international doivent être respectées. Délaisser ces principes revient à déstabiliser les relations internationales.»

Poutine rappelle les normes du droit international: «Les nombreux conflits armés qui ont éclaté ces derniers temps, et qui sont «justifiés» sous couvert d'objectifs humanitaires, violent le principe sacré de la souveraineté des pays, qui doit être respecté. Il apparaît là – en morale et en droit – un nouveau vide dans les relations internationales. On prétend souvent que les droits de l'homme auraient une priorité par rapport à la souveraineté nationale. Cela est certainement vrai – tous les crimes contre l'humanité doivent être poursuivis par des instances juridiques internationales. Mais utiliser cet argument pour violer la souveraineté nationale, et pour imposer les droits humains de manière sélective par des forces extérieures, lorsque cette «défense des droits de l'homme» viole les droits d'un grand nombre d'autres personnes, notamment le droit à la vie, le plus important et le plus sacré, alors il ne s'agit plus d'une question de noblesse, mais tout simplement de démagogie.»

Et Poutine de continuer: «Personne n'a le droit de s'attribuer des pleins-pouvoirs onusiens, surtout s'il s'agit d'avoir recours à la violence contre des États souverains. C'est vrai tout particulièrement pour l'OTAN qui

«S'opposer à la politique ...»

suite de la page 4

chinoise envers les Etats-Unis, car seulement quand nous serons prêts à payer le prix de la rupture, alors nous serons à même de lutter sans nous déchirer. [...]

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine se doit d'assumer la grande responsabilité de préserver la paix mondiale. Afin de préserver l'unité, la Chine a été contrainte à faire usage de son veto.

Parce qu'elle est membre de la communauté internationale, la Chine est consciente qu'elle ne peut réaliser ses propres intérêts sans coopération avec le monde extérieur. Mais la Chine sera également attentive à ces pays occidentaux qui vont trop loin. Ayant par le passé été envahie par les puissances occidentales, la Chine comprend la souffrance qui en résulte. Ainsi la Chine qui s'éveille ne reproduira pas les mêmes erreurs, parce que le peuple chinois croit que ce que vous ne vous voulez pas que l'on vous fasse, il ne faut pas le faire subir aux autres. •

Source: *www.voltairenet.org*, 23/3/12* *Li Qingsi* est professeur des relations internationales à l'Université Renmin en Chine.

cherche à exercer des fonctions atypiques dans une «alliance de défense». Tout ceci est plus que sérieux. Nous nous souvenons trop bien à quel point des Etats, qui avaient été victimes d'interventions «humanitaires» et de l'exportation de la «démocratie des missiles et des bombes», avaient en vain appelé au respect du droit international et de la simple décence humaine.»

Poutine aborde aussi d'autres questions brûlantes de la politique mondiale: les événements en Afrique du Nord, ainsi qu'au Moyen et au Proche Orient, la question de la prolifération, la situation en Afghanistan, dans l'espace asiatique et pacifique, les relations entre la Russie et les Etats-Unis.

S'attaquer à la criminalité due à la drogue

Comme dans les années précédentes, il se déclare, notamment à propos de l'Afghanistan, en faveur de la lutte contre toutes sortes de criminalité due à la drogue: «L'avenir de l'Afghanistan nous réserve de grands soucis. Nous avons, comme on le sait, approuvé l'opération militaire pour le soutien international de ce pays. Toutefois, le contingent militaire international sous le commandement de l'OTAN n'a pas réussi à mener sa tâche à bien. Les menaces de terrorisme et les dangers relatifs à la drogue venant de l'Afghanistan ne sont pas réduits. [...]

Les intérêts de la Russie en Afghanistan sont évidents. Ce pays ne se trouve pas loin de la Russie et nous avons tout intérêt à ce qu'il se développe de façon stable et pacifique. Le plus important est qu'il ne reste pas le pays de départ des dangers liés à la drogue. Le commerce illégal de la drogue est devenu une des pires menaces pour les bases génétiques des nations, provoquant de surcroît la corruption et la criminalité et favorisant la

déstabilisation de la situation en Afghanistan même. Il faut se rendre compte que la production de drogue en Afghanistan ne diminue pas, mais qu'au cours de l'année dernière, elle a augmenté de presque 40%. La Russie se trouve confrontée à un déferlement d'héroïne qui porte gravement atteinte à la santé de notre population.

En prenant conscience de l'ampleur du danger afghan dû à la drogue, on se rend compte qu'on ne peut s'y opposer qu'en commun avec l'ONU et les organisations régionales telles que l'*Organisation du traité de sécurité collective* (OTSC), l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS) et la *Communauté des Etats indépendants* (CEI). Nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces toute opération en faveur du peuple afghan – toutefois à la condition que le contingent international en Afghanistan s'engage plus activement et prenne en compte nos intérêts, en procédant à la destruction des surfaces de culture de pavot pour la drogue et des laboratoires illégaux.

Les Etats-Unis courtisent l'Amérique centrale en faveur d'une position restrictive dans la lutte contre la criminalité due à la drogue

km. Les Etats-Unis ont rejeté la proposition du président du Guatemala, *Pérez*, d'abandonner la lutte contre la production, le trafic et la consommation des drogues. Lors d'une visite au Mexique, le vice-président des Etats-Unis, *Biden*, a déclaré qu'une discussion sur la politique de la drogue était légitime, mais qu'elle conduisait inévitablement au résultat qu'il n'y avait pas d'alternative meilleure. *Biden* a concédé que les USA devraient faire plus pour réduire la consommation de drogues aux Etats-Unis même, ainsi que la contrebande d'armes vers le

En plus de l'intensification des mesures prises contre la production de drogue en Afghanistan, il faudrait aussi mettre sérieusement un terme au transport de produits opiacés vers les marchés extérieurs, au financement du commerce de la drogue, et à la livraison de produits chimiques servant à la production d'héroïne. L'objectif est de mettre en place un système complet de sécurité anti-drogue dans la région. La Russie mettra tout en œuvre pour concentrer les efforts de la communauté internationale afin d'inverser la menace globale de la drogue.»

Dans la mesure où l'Europe saura retrouver ses propres valeurs, elle pourra accepter tous les points évoqués par le nouveau président russe dans son offre de dialogue. Les peuples et les Etats de l'Europe ont intérêt au respect du droit international, à ce que tout Etat soit traité à égalité et voie ses droits respectés, que les Etats et les peuples coopèrent en paix, que le bien-être se développe et que les divers dangers liés à la drogue soient endigués. •

Sud, et il a promis davantage de soutien pour les Etats d'Amérique centrale dans la lutte contre la criminalité due à la drogue.

D'autres pays d'Amérique centrale, notamment le Honduras, El Salvador et Panama avaient aussi rejeté la proposition du président du Guatemala. Le président salvadorien *Funes* a déclaré que la dépénalisation du trafic de drogue ferait de l'Amérique centrale le paradis pour les contrebandiers et les consommateurs.

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 8/3/12

Russie

Le problème de l'Iran ne peut être résolu que par des moyens exclusivement pacifiques

Dans sa contribution au quotidien «*Moskowskije Nowosti*», édition du lundi, le Premier ministre souligne: «Je suis persuadé que le problème de l'Iran ne peut être résolu que par des moyens exclusivement pacifiques. Nous proposons de reconnaître le droit de l'Iran à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, dont fait partie l'enrichissement de l'uranium. Mais alors la totalité des activités devraient être contrôlées par l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA) de façon fiable et complète. Si cela fonctionne, toutes les sanctions contre l'Iran devraient être abrogées, y compris celles qui sont partiales.» Il ajoute que l'Occident a ces derniers temps trop souvent «puni» des pays isolés et qu'à la première occasion, il s'empare du gourdin des sanctions, voire des moyens militaires. Il rappelle que le monde actuel n'est pas celui du XIX^e ou du XX^e siècle.

«La situation est également sérieuse concernant le problème nucléaire en Corée (du Nord). Le statut nucléaire de la RPDC (République populaire démocratique de Corée) est inacceptable pour nous. Nous plaçons fermement pour une dénucléarisation de la presqu'île de Corée, exclusivement par des moyens politiques et diplomatiques. Nous appelons (la Corée du Nord) à une reprise aussi rapide que possible des entretiens à six», peut-on lire dans ledit article.

Selon toute apparence, cette approche ne serait pas partagée par tous les partenaires de la Russie. De plus, *Poutine* met en garde contre des tentatives de soumettre le nouveau leader de la RPDC à une épreuve de fermeté. «Nous allons poursuivre un dialogue actif avec la direction de ce pays, développer des relations de bon voisinage et amener pas à pas Pyongyang à résoudre le problème nucléaire.»

Poutine n'exclut pas qu'une ingérence grossière ou parfois violente dans les affaires intérieures de pays à régime autoritaire (ou non autoritaire), peut stimuler l'envie d'accéder à la possession d'armes atomiques. «On est mieux protégé des autres avec une arme atomique dans la poche. Que ça nous plaise ou non, on devrait reconnaître le fait qu'une ingérence de l'extérieur peut mener à ce genre de raisonnement», écrit *Poutine*. C'est bien pour cela que le nombre de soi-disant pays émergents, qui pourraient disposer d'un jour à l'autre de la technologie nucléaire militaire, est de plus en plus élevé. Dans ces conditions, la création de zones dénucléarisées dans les différentes parties du monde revêt une grande importance. •

Source: *Ria Novosti* du 27/2/12
(Traduction *Horizons et débats*)

Dans le conflit en Syrie il s'agit avant tout de l'affaiblissement de l'Iran

Entretien avec *Peter Scholl-Latour* dans le *Deutschlandfunk*

Qui soutient les insurgés et par quels intérêts?

Il ne s'agit pas du tout de la Syrie et c'est justement la mystification complète de l'opinion publique. Il s'agit de l'Iran. On fait passer l'Iran pour le grand diable, pour le grand démon. Comme chacun sait, l'Iran est chiite et a depuis toujours comme adversaire historique l'Arabie Saoudite et la secte wahhabite qui s'y trouve, laquelle est une des directions de l'Islam les plus intolérantes. Il s'agit d'affaiblir l'Iran de façon précipitée – tous se positionnant contre ce pays – et surtout d'empêcher que l'Iran puisse se doter d'un pont terrestre direct. Ce «pont» devrait passer d'abord par l'Irak, qui est surtout chiite et où un Premier ministre chiite, *al-Maliki*, gouverne en ce moment. Et puis par la Syrie, qui est gouvernée par les Alaouites et dont on dit qu'ils sont proches des Chiites. Quoi qu'il en soit, le pays n'est pas

sunnite, mais a une orientation séculière. Puis le pont va vers le Hezbollah chiite au Liban, qui y est la plus grande force. Ce qui est passé sous silence, c'est que le Hezbollah a battu les Israéliens en 2006. Ainsi, pour empêcher ce pont direct des Chiites, reliés à l'Iran, on détruit la Syrie.

Monsieur Scholl-Latour, à quel développement vous attendez-vous si les adversaires d'Assad devraient s'imposer?

[...] Si la Syrie s'en occupait elle-même seulement, cette révolte serait depuis longtemps terminée. Mais on veut faire chuter la Syrie de l'extérieur. Ce qui arrivera après – alors là le regard sur la Lybie est très révélateur. En Lybie, la guerre civile a éclaté entretemps, on estime qu'il y a entre 60000 et 70000 morts. Personne n'en parle plus, personne ne parle

plus de la Lybie et du chaos qui s'est constitué là-bas. Et pas non plus du fait qu'il y a là plusieurs groupes islamistes, la secte Sanussi entre autres, et de la séparation imminente de la Cyrénaïque. Là on a actuellement une guerre civile. Et si nous parlons aujourd'hui de 7000 morts en Syrie, ce que des soi-disant activistes indiquent et ce qui peut être tout à fait correct – nous ne pouvons en juger – c'est déjà assez terrible. Mais si une guerre civile y éclate, attisée de tous les côtés, à savoir de Turquie, de la province Al-Anbâr en Irak, de Jordanie, de parties du Liban, et surtout aussi de par l'Amérique, alors là une guerre civile provoquera 70000 morts.

Source: *Original sur le site www.dradio.de* du 9/3/12. L'extrait a été stylistiquement remanié.
(Traduction *Horizons et débats*)

«Une dévalorisation de l'être et de la dignité de l'homme»

A propos de la déclaration du ministre de la Justice américain Holder concernant la mise à mort de présumés terroristes

par Rainer Rothe, avocat

S'il vous plaît, ne vous y habituez pas, mais indignez-vous! Résistez à la manipulation par le recours à la raison!

L'affirmation du ministre de la Justice américain Eric Holder, rapportée par la presse allemande du 6 mars 2012, disant que la mise à mort ciblée de personnes était légale, n'est pas seulement révoltante et fautive sur le plan juridique. Elle représente la tentative – ratée – d'annuler le droit international public existant et solide, sur lequel s'est quand-même mis d'accord la communauté mondiale après deux guerres mondiales cruelles, avec l'arrogance de la puissance et en dévalorisant l'être et la dignité de l'homme.

La répétition constante de théories fausses est une stratégie de manipulation et de propagande qui a été développée durant des décennies, pour modifier des opinions et des systèmes, sans passer par l'intellect de l'homme. Le «spindoctoring», la PNL [programmation neuro-linguistique, ndt] ne sont que quelques-unes de ces méthodes. Ainsi ces méthodes sont hostiles à la démocratie et à l'Etat de droit. Jour après jour, on en voit bien des exemples. L'affirmation du ministre de la Justice américain en est un. Sa déclaration est contraire au droit international public et aux droits de l'homme. Les principes du

droit international public sont clairs et compréhensibles pour chacun.

En droit international public, il n'y a aucun droit à tuer des individus. Rien que l'utilisation de la violence contre d'autres Etats hors du droit à la légitime défense des peuples, ou de décisions correspondantes de l'ONU, est inadmissible. A l'avenir, les Etats-Unis ne veulent même pas respecter cette condition préalable. Mais avant tout, en droit international public, le recours autorisé à la violence ne se rapporte qu'à des conflits entre Etats.

Le droit de légitime défense d'un Etat n'autorise pas le meurtre d'individus. Le droit de la guerre, qui n'existe d'ailleurs plus selon la *Charte des Nations Unies*, ne justifie pas la violence étatique dans des conflits armés avec des groupes extérieurs. Cela reste l'affaire de l'Etat national en question et de son système juridique. Tout le reste constitue une atteinte à la souveraineté d'autres Etats et une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures d'autres Etats. C'est aussi une des conclusions à laquelle la communauté mondiale et tous les Etats sont parvenus par une longue lutte, après les cruelles guerres et leurs morts innombrables.

Holder parle de terroristes *présumés*. Il serait donc légal de tuer des hommes sur la seule base d'une supposition. C'est une

lourde atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à savoir: la présomption d'innocence, le droit à une procédure correcte et l'interdiction de la peine de mort. Les justifications de Holder sont pires qu'au Moyen Age et très éloignées d'Etats de droit civilisés, libéraux et démocratiques.

L'autre distinction «[...] même s'il s'agit de citoyens étatsuniens [...]» est méprisante pour le genre humain. A l'encontre de l'art. 1 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 qui dit: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité», le ministre de la Justice américain affirme en disant cela qu'à son avis – qui est faux – certains hommes et certaines vies humaines valent plus que d'autres.

En revanche, le Tribunal constitutionnel allemand a par exemple fondé l'anti-constitutionnalité de la *Loi sur la sécurité aérienne*, selon laquelle, en cas d'attaque terroriste, des avions civils et donc tous les passagers auraient pu être abattus afin de protéger d'autres hommes, entre autres sur le principe que toutes les vies humaines se valent et que personne n'avait le droit de comparer leur importance entre elles.

Juste pour être complets, mentionnons encore ceci: en droit pénal, le droit de légitime défense comme justification suppose une attaque actuelle, immédiate, persistante, violente sur des biens juridiques pertinents. De plus, il convient de respecter la proportionnalité des moyens de résistance. Selon le communiqué de presse, Holder déforme (devant des étudiants en droit) aussi ce principe général de droit de l'humanité, lorsqu'il prétend qu'il est déjà légitime de tuer des hommes qui constituent une menace d'attaque immédiate. En droit, une menace ne constitue justement pas encore une attaque actuelle et immédiate. Une menace ne justifie précisément pas la violence contre des hommes.

La confiance s'en trouve détruite et la violence provoquée par anticipation. Selon Holder, le citoyen devrait en permanence s'attendre à être abattu, juste parce que l'Etat le ressent comme une menace. Il s'armera en conséquence. Mais ceci n'est précisément pas le principe de la paix et de l'Etat de droit libéral-démocratique, qui doit non seulement respecter et défendre la dignité humaine en tant que principe suprême, mais qui doit également la promouvoir.

L'homme n'est pas un loup pour l'homme. Défendez le droit pour le bien de l'humanité, pour garantir la paix et la justice sociale! •

Si la guerre arrive, Ron Paul peut dire: «George Washington et moi, nous avons essayé de vous mettre en garde.»

par Michael Scheuer

Depuis plus de dix ans, *Ron Paul* prévient les Américains des dangers d'une politique extérieure au-dessus des partis qui s'ingère dans les affaires d'autres peuples, et veut octroyer les valeurs occidentales aux autres, écrivant des chèques en blanc pour mener des guerres pour d'autres pays, alors que les vrais intérêts nationaux des USA ne sont pas en jeu. Dans ce contexte, *Ron Paul* cite souvent les paroles de *George Washington*, notre premier Président – et le plus important Américain – qui a mis clairement en garde, avec éloquence et sans ménagement, contre les catastrophes auxquelles les Etats-Unis devraient s'attendre si ses dirigeants s'engageaient pour une politique extérieure interventionniste en donnant la préférence à une nation avant toutes les autres.

Je pense que beaucoup d'Américains admirent *Ron Paul* pour sa position dans la politique extérieure, non seulement pour ce qu'il dit, mais aussi pour son courage personnel dont il a besoin pour ne pas se laisser dérouter par les calomnies incessantes dont il est victime. Discredité comme isolationniste, comme haïssant l'Amérique, comme

optimiste incorrigible et antisémite, *Ron Paul* reste obstinément sur sa position qui est d'avertir les Américains que la voie vers la destruction de leur nation a été préparée ces derniers 35 ans par les dirigeants républicains et démocrates – et leurs partisans lèche-bottes dans les médias, des organisations lobbyistes et du monde académique – qui se mêlent sans pitié des affaires des autres et ne cessent d'impliquer l'Amérique dans des guerres où elle n'a rien perdu.

Aujourd'hui, tous les Américains ont l'occasion de se rendre compte de l'abîme que le président *Washington* et *Ron Paul* ont décrit, et de voir l'horreur qui va nous arriver directement avec la guerre contre l'Iran. En raison des interventions interminables du gouvernement des USA dans les affaires israéliennes et musulmanes, l'Amérique sera entraînée dans une guerre si Israël décide d'attaquer la République islamique. Les nouvelles dans les médias de cette semaine, d'après lesquelles les dirigeants israéliens n'avertiront pas le président *Obama* et ses suppléants lorsqu'ils fixeront la date de l'attaque contre l'Iran, afin qu'*Obama* puisse

nier une participation des USA, sont des bobards pour les imbéciles. Si Israël attaque l'Iran, les 1,4 milliards de musulmans – chiites comme sunnites – seront convaincus que les Etats-Unis ont donné le feu vert à Israël. En plus, le Congrès, dominé par l'AI-PAC (American Israel Public Affairs Committee), confirmera cette conviction après coup en admettant – comme en 2006 lors de la guerre entre Israël et le Hezbollah – le ravitaillement très public d'Israël en munitions high-tech, censées tuer d'autres musulmans.

Qu'est-ce qu'il en coûterait aux Etats-Unis d'ignorer les mises en garde de *Ron Paul* et du général *Washington*? Eh bien, on peut évoquer quatre points possibles:

Premièrement, la Constitution est en partie violée. C'est le Premier ministre israélien qui décidera que l'Amérique part en guerre contre l'Iran et non pas, comme le demande la Constitution, le Congrès des USA.

Deuxièmement, *Barack Obama*, au lieu d'être le commandant en chef de la plus grande puissance militaire du monde, deviendra un automate semi-catatonique qui – dans son avidité d'être réélu – obéira au Premier ministre israélien et aux dirigeants de la communauté judéo-américaine qui financent sa campagne électorale poussant les Etats-Unis dans une guerre contre une nation qui ne serait pour nous qu'une menace marginale – si l'on fait abstraction de notre «alliance» avec Israël.

Troisièmement: Comme les journaux actuels le mentionnent à la Une, des appareils des services secrets de l'Iran présents aux USA, et de son allié le Hezbollah attaqueront les Etats-Unis de l'intérieur. Ceci avant tout parce que le président *Obama* et tous les autres présidents des derniers 30 ans ont exercé une pratique très sélective contre la Constitution dans l'exécution des lois fédérales – une pratique illégale qui a permis de laisser nos frontières ouvertes à des milliers d'étrangers sans papiers entrés dans le pays, ce qui a créé la pagaille par rapport à notre sécurité intérieure.

Quatrièmement une guerre avec l'Iran ruinerait l'économie des USA déjà en déclin et conduira à une longue guerre contre l'ensemble du monde musulman.

Qu'est-ce qui peut être fait, dans le peu de temps qui nous reste avant qu'Israël attaque l'Iran, pour arrêter le glissement de l'Amé-

rique vers la catastrophe? Je crains que la réponse soit: pas grand'chose, et ce qui doit être fait, c'est uniquement *Barack Obama* qui peut le faire. Malgré tout, l'histoire de l'Amérique connaît un cas semblable et c'est le tour d'*Obama* de le saisir. Ce précédent a été créé par *George Washington*, lorsqu'en 1793 il déclara la neutralité de l'Amérique dans la guerre entre la Grande-Bretagne et la France qui, à l'époque, était officiellement l'alliée de l'Amérique (cf. «The Proclamation of Neutrality», <http://avalon.law.yale.edu/18thcentury/neutra93.asp>).

L'histoire se déroule souvent de façon inquiétante – dans la déclaration de neutralité du président *Washington* il ne faudrait que des retouches minimales pour l'adapter à la crise actuelle. Si le président *Obama* avait le moindre désir de défendre l'indépendance, la souveraineté et le bien des USA, il pourrait faire la déclaration suivante:

«Une proclamation de la neutralité 2012

Vu que l'état de guerre semble régner entre Israël d'un côté et l'Iran de l'autre côté, le devoir vis-à-vis des Etats-Unis et son intérêt demande de poursuivre honnêtement et en toute confiance une attitude impartiale et bienveillante envers les partis en guerre.

C'est la raison pour laquelle je trouve opportun de déclarer avec ce document officiel que les Etats-Unis poursuivront dans leur attitude envers ces deux puissances le comportement mentionné ci-dessus avec respect; et d'avertir et mettre en garde les citoyens des Etats-Unis d'éviter tout acte et intervention qui s'inscriraient de quelque façon que ce soit à l'opposé de cette attitude.

Je proclame également que tout citoyen des Etats-Unis qui commet, soutient ou encourage un acte hostile envers une des puissances nommées ci-dessus, ou leur livre des objets qui, d'après le droit international, doivent être considérés comme défendus, se rend punissable lui-même d'après le droit international, ou perd ses droits, et n'aura pas de protection des Etats-Unis contre une telle punition ou contre la perte de ses droits; je proclame que j'ai d'ailleurs donné l'instruction aux officiers concernés d'entamer une poursuite pénale contre toute personne qui, dans le cadre des compétences des tribunaux des Etats-Unis, enfreint le droit international

Un expert ukrainien

Le système de défense antimissile européen est dirigé contre la Russie

Selon l'avis d'experts, le système de défense antimissile européen planifié a des racines américaines et est dirigé contre la Russie.

«Je pense qu'il n'y a, à vrai dire, pas de système antimissile européen, ce système est américain», a déclaré *Juri Alexejev*, directeur de l'agence spatiale étatique ukrainienne lors d'une conférence de presse à Kiev lors du 20^e anniversaire de cette agence.

«Quand on observe les positions des stations sur terre ferme et surtout celles des navires de guerre dans la mer Méditerranée, on reconnaît clairement qu'une sorte de ceinture est édifée à la frontière ouest de la Russie.» A travers ces stations, les Etats-Unis pourraient contrôler les innovations russes. Plessezk, la place de tir de missiles dans le nord du pays, est un terrain pour essais atomiques du ministère de la Défense russe. Chaque sous-marin qui est mis en service ou testé, navigue aux alentours de Murmansk.

«Toutes ces activités sont maintenant enregistrées par les Etats-Unis», a précisé *Alexejev*.

Son prédécesseur dans cette fonction, *Vladimir Gorbulin*, a confirmé que la mise en place d'un système de défense antimissile en Europe pourrait mettre en péril le lancement de missiles stratégiques russes. «Mais le danger n'est pas énorme, parce que les missiles d'interception ne pourront guère rattraper les missiles stratégiques russes depuis leurs emplacements prévus [...]. A ce sujet, il y a davantage de politique en jeu que de technique et de technologie.»

«Même s'il n'existait qu'un minimum de confiance entre la Russie et les Etats-Unis, cela ne justifierait pas la mise en place d'un système de défense antimissile dirigé contre les pays censés présenter un danger potentiel pour l'Europe, la Russie, l'Ukraine et les USA», a déclaré l'expert. •

Source: *Ria Novosti* du 28/2/12

«Les écoles de Saxe sont les meilleures»

Le Centre de formation professionnelle de Weisswasser – un modèle

par Dieter Sprock

Eveline Hubatsch, l'ancienne directrice de la verrerie lusacienne de Weisswasser déclare avec une certaine fierté, dans un entretien avec la direction de l'école et les enseignants du centre de formation professionnelle de Weisswasser: «Les écoles de Saxe sont les meilleures et nous sommes des Saxons». Après le tournant, la situation n'était pas facile pour les écoles et les enseignants de l'ancienne RDA, puisque leurs expériences étaient à peine reconnues à l'Ouest, et ceci bien que l'industrie embauchât très volontiers les ingénieurs de l'Est disposant d'une excellente formation. On a manqué la chance de tirer les meilleurs éléments des deux systèmes scolaires et de les réunir.

Il faut anticiper, malgré l'incertitude

Le centre de formation professionnelle de Weisswasser a vécu plusieurs bouleversements, dont au moins un grand, à savoir la transition du système scolaire de la RDA à celui du Bade-Wurtemberg et de la Bavière, dont il devait reprendre les programmes scolaires et la structure après le tournant. A Weisswasser, il existait au temps de la RDA par exemple une formation professionnelle aboutissant à la maturité. Celle-ci avait fait ses preuves depuis les années 70. Les apprentis avaient la possibilité d'obtenir ainsi la maturité. Avec le changement radical et jusqu'au tournant, ce système était en fin de vie. Le vice-directeur de l'école, Friedhelm Patock, déclare: «Mais les élèves étaient encore là et nous ne pouvions pas les renvoyer; pendant la phase transitoire, il existait à Weisswasser trois classes de maturité. Bien que nous, les enseignants, étions très incertains, nous devions anticiper et conduire les classes jusqu'à l'examen final.»

Dans l'ensemble du territoire de l'Est, le nombre des élèves a diminué fortement après le tournant. Dans la région de Görlitz, Zittau et Hoyerswerda, les baisses étaient particulièrement fortes. Le nombre d'habitants de Weisswasser est passé de presque 40 000 juste après le tournant à 19 000 aujourd'hui. «Ce sont surtout les jeunes gens qui sont partis; ils ont emmené leurs enfants – même ceux qui n'étaient pas encore nés – et qui manquent maintenant. Avec des actions telles que «Sachse komm zurück» (Saxe, reviens!) et d'autres, on tente à présent de faire revenir les gens, dont on a absolument besoin ici», explique Friedhelm Patock. Beaucoup sont partis, parce que les salaires étaient plus élevés à l'Ouest. Les transformations structurelles étaient une autre raison: L'ensemble de l'industrie textile s'effondra et ainsi des centaines d'emplois disparurent. Il y avait environ 14 000 employés dans le combinat de la verrerie de Lusace, aujourd'hui ils ne sont plus que 500. Dans la centrale de Box-

berg, un des principaux employeurs de la région, il y avait dans les grands moments plus de 4000 employés, aujourd'hui, ils ne sont plus que 800 à 900.

Ce développement a bien sûr aussi modifié le paysage de la formation: des sites ont été regroupés et des écoles fermées. Cela a conduit d'abord à un net surplus d'enseignants, qu'on a essayé de résoudre en gelant les embauches.

Mais entre-temps, il existe en Saxe un manque d'enseignants accru; on cherche de nouveau des enseignants à tous les niveaux; le corps enseignant actuel est trop âgé. C'est particulièrement grave pour les écoles professionnelles, car là, chaque enseignant est spécialiste dans une branche déterminée et il ne peut pas facilement reprendre une autre branche.

«Les résultats sont très encourageants»

L'initiation au concept des champs d'apprentissage a également beaucoup exigé des enseignants. Il n'existe presque plus personne qui enseigne encore dans sa matière d'origine de manière traditionnelle. Les enseignants ont dû non seulement s'adapter à de nouvelles matières, mais les exigences pédagogiques et didactiques se sont aussi modifiées. Dans de nombreuses formations professionnelles, on a par exemple intégré la matière classique des mathématiques dans le domaine spécialisé, afin de les rendre plus proches de la pratique, pour une transition fluide: «Je dois savoir calculer, je dois être capable de comprendre un texte, peut-être qu'il faut le traduire de l'anglais ou du russe, et finalement je dois développer une stratégie et éventuellement être capable aussi d'en présenter les résultats. Ce fut le défi des enseignants de développer l'enseignement des matières dans ce sens-là. Ce développement s'étendit sur une longue durée et exigea beaucoup de coopération. Pour les mécaniciens par exemple, tout le programme scolaire a dû être retravaillé pour être davantage axé sur la pratique. Nous avons instauré la formation de mécanicien en 2000 dans notre site à Boxberg et je dois dire que ce sont toujours des classes à haut potentiel.

Depuis quelques années, je suis correcteur des examens de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Là, je vois que nous avons bien fait d'axer l'enseignement sur un but pragmatique. Les résultats sont encourageants», ajoute Friedhelm Patock.

«Notre offre est assez diversifiée»

Le centre de formation professionnelle de Weisswasser possède un large éventail de formations. Elle forme pour de nombreux métiers. L'école professionnelle classique avec sa formation par alternance – en entreprise et à l'école – n'en est qu'un pilier. «Nous travail-

lons surtout de manière modulaire. Cela veut dire que les élèves vont 2 semaines à l'école, après ils sont 4 semaines en entreprise. Ce sont seulement les apprentis des métiers commerciaux, donc les vendeurs et les détaillants, qui fréquentent l'école deux jours par semaine, au moins 13 heures», explique le directeur d'école Gotthard Bläsche. «Nous avons des menuisiers, des mécaniciens du bois, des mécaniciens industriels, des mécaniciens de production, des électroniciens, des techniciens d'automatisation, des techniciens d'entreprise, des mécatroniciens, des ajusteurs-monteurs, différents métiers dans la construction tout comme des vendeurs et des détaillants, tous travaillent dans une entreprise de formation.

Il existe aussi des offres visant à préparer pour un métier, pour les jeunes gens qui n'ont pas de brevet des collèges.

Puis, nous avons aussi les lycées d'enseignement technique et professionnel. Là, les bons élèves peuvent obtenir le baccalauréat professionnel; en deux ans, après la dixième classe ou après la fin de leur apprentissage en un an.

Le centre de formation professionnelle est un autre genre d'école. Là, l'Etat forme pour des métiers; à Weisswasser en informatique et dans le domaine social.

Finalement, nous avons encore une école professionnelle pour les gens exerçant une activité professionnelle et disposant d'un brevet d'apprentissage, qui conduit aux diplômes de techniciens et de gestion d'entreprise. Les élèves fréquentent les cours le vendredi soir et le samedi matin, c'est une formation en parallèle avec une activité professionnelle et qui dure 4 ans.

Cela montre que notre offre en formation est assez large et très exigeante. Le niveau des élèves s'étend du très faible au très fort. Pour les enseignants, ceci n'est certainement pas facile; ils doivent ici enseigner aux élèves faibles, et deux heures plus tard ils doivent adapter leur enseignement à un tout autre niveau.»

Avec ses 1000 étudiants, 53 classes et 56 enseignants, le centre de formation professionnelle de Weisswasser ne fait certes pas partie des plus grands qui eux ont 2000 élèves et plus, pourtant la «petitesse» a aussi ses avantages, notamment l'avantage de se trouver dans une région rurale: il y a là beaucoup moins de violence que dans les grandes villes.

«On accomplit partout un travail formidable»

Gotthard Bläsche poursuit: «En Saxe, les collèges (voir l'encadré) font beaucoup d'efforts, ils donnent un bon enseignement. Le problème des collèges était que suite au tournant de nombreux élèves ont choisi, déjà après la quatrième classe, la voie du lycée, et ainsi les élèves forts manquaient dans les collèges. Depuis, cela a un peu changé. Aujourd'hui, il y a de nouveau davantage d'élèves qui choisissent le collège et qui décident après de continuer ou non. Les exigences des collèges sont assez sévères. Peut-être qu'il y a eu, dans la phase transitoire, une baisse de niveau; on était un peu déconcerté et l'on devait tout d'abord s'adapter. Les écoles primaires locales ont toujours eu un bon niveau en lecture, écriture et calcul. Je pense que partout s'accomplit un travail formidable.

En jugeant le niveau de performance de nos élèves, on doit bien distinguer: Les meilleurs élèves vont au lycée professionnel. Ceux qui sont bons, font un apprentissage chez Vattenfall où il reçoit beaucoup d'argent et ont la perspective d'être embauchés après. Un autre trouve aussi quelque part une place d'apprentissage et gagne pas mal d'argent. Et de même avec le suivant... Nous voulons naturellement fournir des élèves à nos lycées d'enseignement technique et professionnel même si nous n'avons pas que les meilleurs à disposition. Si les enseignants se plaignent du niveau des élèves, ce n'est pas forcément la faute des écoles précédentes, mais cela vient du fait que nous n'avons pas les meilleurs élèves

L'école secondaire en Saxe

En Saxe la Hauptschule (établissement secondaire du premier cycle menant à un examen à finalité professionnelle) et la Realschule (établissement secondaire du premier cycle donnant aux élèves une éducation générale plus complète) sont regroupés en une seule forme d'école secondaire: la «Mittelschule» (comparable au collège unique). Celle-ci regroupe les classes 5 à 10. Elle transmet aussi bien une formation théorique que pratique et constitue la base pour une formation scolaire complémentaire.

Les classes 5 et 6 forment une entité, au sein de laquelle les enfants peuvent s'orienter. Les plans d'études sont équilibrés de façon à permettre d'intégrer le lycée. Les cours ont lieu en classes, mais les élèves entrent déjà en contact avec le système de cours, pour faciliter ainsi l'intégration dans les classes supérieures. Pour que chaque élève puisse apprendre en fonction de ses capacités, un programme de soutien est proposé. Cette offre s'adresse tout d'abord aux élèves qui présentent des déficits dans leurs résultats, mais aussi partiellement à ceux qui se montrent particulièrement performants. A partir de la 7^e classe l'enseignement est axé sur l'examen final. Vous en tant que parents, vous devez décider du genre d'examen final auquel votre enfant doit aspirer à l'école secondaire. Cependant cette décision n'est pas définitive, puisqu'après la 7^e, 8^e et 9^e classe on peut – suivant les résultats – encore changer.

Il y a trois brevets qui peuvent être réalisés à l'école secondaire. A la fin de la 9^e classe, les élèves de la Hauptschule auront le *brevet à finalité professionnelle (Hauptschulabschluss)*. Si ceux-là passent un examen complémentaire avec succès, ils obtiennent le *brevet qualifié de la Hauptschule*. Dans le cycle de la Realschule, les élèves qui réussissent l'examen à la fin de la 10^e classe, peuvent décrocher le *brevet de la Realschule (Mittlere Reife)*. Ces examens réussis, d'autres voies de formations professionnelles ou d'enseignement général s'ouvrent aux élèves.

Source: www.studienkreis.de/service/schulsysteme/artikel/das-schulsystem-in-sachsen.html

«Si la guerre arrive, Ron Paul ...»

suite de la page 7

en ce qui concerne les parties en guerre ou l'une d'elles.

Pour témoigner tout ceci, j'ai fait le nécessaire pour munir ce document du cachet des Etats-Unis et je l'ai signé de ma main.

Fait à Washington le dix mars deux mille douze et au deux cent quarante-sixième jour de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Barack Obama, le 10 mars 2012»

Il y a donc une issue possible – si Obama en a la force de caractère, s'il souhaite protéger les Etats-Unis et s'il a le moindre sens de respect envers la Constitution des Etats-Unis. La proclamation ci-dessus défendrait les intérêts des USA sans ingérence dans les affaires aussi bien d'Israël que de l'Iran; ils pourraient mener la guerre sans trouver d'obstacle érigé par les USA. En plus, une telle déclaration d'Obama lâcherait – enfin – les services secrets des USA et les autorités d'exécution juridique, non seulement pour détruire juridiquement les opérations couvertes de l'Iran en Amérique, mais

aussi les programmes d'opérations des services secrets d'Israël aux Etats-Unis – programmes sur la base desquels nos secrets militaires, économiques et techniques sont volés et des citoyens corrompus pour trahir leur pays, et qui en outre profitent aux pratiques corrompues d'un segment aisé et de plus en plus déloyal de la communauté judéo-américaine, mené par des agences comme l'AIPAC.

Le président Obama aurait donc là une chance de s'inscrire dans l'histoire. Tout ce qu'il devrait faire serait de suivre son prédécesseur historique et d'imposer les lois qu'il a juré de maintenir. Mais d'après mon jugement, il n'a pas assez de courage et de patriotisme pour agir ainsi, et il entrera dans l'histoire non seulement comme un Président qui a échoué, mais comme un Président qui n'a écouté ni le général Washington, ni Ron Paul, et qui a réduit ainsi 300 millions d'Américains à l'esclavage pour les plans guerriers d'un pays étranger, que ses dirigeants et un petit groupe de citoyens américains déloyaux ont repris en sous-traitance.

Source: Michael Scheuer's Non Intervention.com, 29/2/12, <http://non-intervention.com/1033/>

(Traduction Horizons et débats)

qui se présentent. Je veux dire qu'il est difficile, à partir de notre position, de juger les autres formes scolaires.» Andreas Diener ajoute qu'en outre on se plaint volontiers des choses qui déplaisent, et qu'il y a des moments bien sûr, où l'on voudrait que les élèves soient meilleurs ici ou là, mais on doit bien faire avec ceux qu'on a. Il enseigne chez les assistants sociaux les domaines de l'organisation relationnelle et la musique, ainsi que l'allemand en tant que langue étrangère aux adolescents de familles d'immigrants. Petra Weidner, qui enseigne l'économie au lycée d'enseignement technique et professionnel s'engage pour l'apprentissage adapté au fonctionnement du cerveau et prend fait et cause pour le jeu: c'est la dose qui compte.

En tout cas, tous sont convaincus que l'enseignement est avant tout l'affaire des enseignants et non pas celle de la direction scolaire. «Cela dépend de la manière dont l'enseignant entre dans la classe et transmet ses objectifs et la matière.» Le métier d'enseignant est très important, on a besoin d'enseignants dévoués corps et âme, qui transmettent aussi à nouveau des valeurs. Il n'y a rien à ajouter à cela.

L'aide qui va de cœur à cœur

Activités de l'organisation humanitaire suisse «Good Hearts Organisation» dans les bidonvilles de Nairobi

thk./ak. Un enseignant d'histoire qui veut présenter un enseignement moderne et actuel, devrait toujours essayer de lier les faits historiques à l'actualité. Cela forme la pensée historique et favorise la compréhension pour ce qui se passe aujourd'hui. L'enseignement gagne en attractivité, et en même temps l'histoire devient vivante et palpable pour les élèves. Il va de soi qu'on ne peut pas faire entrer le monde réel dans la salle de classe pour chaque sujet, mais quand, de temps en temps, cela est possible, c'est une expérience inoubliable pour les apprenants.

La colonisation et les actes abominables et indicibles qui l'ont accompagnée, commis par les pays colonisateurs tels que la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Allemagne, les Etats-Unis etc. envers les peuples opprimés, sont souvent accablants et oppressants pour les élèves ou les étudiants. Si l'on présente lors des cours uniquement les divers crimes contre l'humanité, les élèves risquent de quitter la salle de classe avec un sentiment d'impuissance et de perplexité. Malgré toutes les horreurs qui ont été commises par les êtres humains, il existe toujours aussi l'autre côté de l'homme, le côté humain. C'est cet humanisme, qu'il faut éveiller dans tous les êtres humains afin qu'il puisse s'épanouir.

Transmettre une perspective malgré l'indicible injustice

Ce que l'homme blanc a fait et fait toujours subir aux peuples coloniaux, malgré la décolonisation officiellement terminée, est aujourd'hui comme hier une réalité historique: ce qui est fait est fait, on ne peut rien y changer. Pour beaucoup d'élèves, la question se pose de savoir ce qu'on peut faire actuellement contre de telles injustices. Car quand les jeunes gens sont confrontés directement à l'injustice, un réflexe naturel de défense surgit. Personne ne veut que des hommes soient exploités et traités indignement. Dans une telle situation, nous sommes appelés, en tant que pédagogues et historiens, à transmettre une perspective constructive à ceux qui nous sont confiés.

Toutes ces réflexions étaient à l'origine de la décision d'inviter un collaborateur d'une organisation humanitaire dans mon cours d'histoire. Le Suisse Alex Weigel est fondateur de l'organisation humanitaire «Good Hearts Organisation» et il nous a raconté



Les enfants avec leurs enseignantes et Alex Waigel devant l'école dans un bidonville de Nairobi. (photo mad)

comment il en est arrivé à vivre dans une cabane à côté de celles des plus pauvres et quelle est la situation de vie des habitants de Nairobi. Après deux heures, la sonnerie de l'école mit fin à cette passionnante leçon d'histoire, au grand regret de tous.

«Good Hearts Organisation» est ancrée dans la tradition humanitaire suisse

Alex Weigel est le fondateur et la bonne âme de l'organisation humanitaire «Good Hearts Organisation». Le nom est le programme, car selon Weigel, l'aide ne peut avoir de succès que si elle va d'être humain à être humain et de cœur à cœur. Avec son organisation humanitaire, il est ancré dans la tradition humanitaire suisse et son exemple montre ce qu'un seul individu peut accomplir quand il en a pris la décision. Et il n'y a aucun doute que ses activités ont un impact important.

Un voyage avec sa fille au Kenya et la visite de Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi l'a tellement marqué qu'il a décidé de changer complètement de vie: Alex Wei-

gel explique qu'«il y a environ trois ans, j'étais à Kibera avec ma fille et ce que j'y ai vu m'a si durablement touché, que je ne pouvais plus m'imaginer faire autre chose que de m'engager pour ces gens.» Ainsi, il décida de quitter la Suisse et de partir vivre à Nairobi. Là-bas, il voit quotidiennement de ses propres yeux la misère, dans laquelle vivent plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans le moindre espoir de pouvoir un jour sortir de ce cercle vicieux. «Pour moi, il était évident que je ne pourrais aider qu'un petit nombre d'individus en comparaison avec l'énorme population – personne ne sait vraiment combien ils sont exactement. Mais chaque personne que j'ai pu aider, va un peu mieux, et cela en vaut la peine.»

Il n'y a qu'un cabinet de toilettes pour 1000 personnes

Les images qu'Alex Weigel présente lors de son exposé, confirment l'impression qu'il transmet pendant son exposé et touchent beaucoup les personnes présentes. «Même si j'habite dans ce bidonville, j'ai contrairement à la plupart des habitants, une maison en pierre. La grande majorité des gens vit dans des cabanes en torchis sans eau courante et sans installations sanitaires. La plupart du temps, 6 à 8 personnes doivent faire bon ménage dans une pièce de 3 mètres sur 3. Il n'y a pas de canalisations et pendant la saison des pluies, l'eau entraîne de la boue et des matières fécales dans ces cabanes et mouille tout.» Il n'y a qu'un cabinet de toilettes pour 1000 personnes – c'est inimaginable.

En s'entretenant avec les habitants du bidonville, Alex Weigel apprend quelle est l'aide la plus urgente: ce sont les soins médicaux et la formation scolaire. Il n'hésite pas: en janvier 2009 déjà, à peine six mois après sa première visite à Kibera, l'école nouvellement fondée démarre avec une élève dans une petite cabane en torchis. La «Kid Star Academy» grandit à toute vitesse et après deux ans déjà, on y trouve plus de 70 élèves entre 3 et 8 ans et 6 assistants; la cabane en torchis s'est entre temps transformée en bâtiment en tôle ondulée. Pour les enfants, l'école signifie la vie. Beaucoup de ces jeunes ont à manger à peine une fois par jour; quand ils vont à l'école, il y reçoivent deux repas et peuvent aussi y recevoir des soins médicaux. Une femme médecin qui pratiquait auparavant dans un riche quartier de Nairobi, travaille maintenant dans ce bidonville et essaie d'atténuer un peu la détresse des habitants.

Des yeux d'enfants lumineux en récompense

Les enfants aiment aller à l'école, leurs yeux lumineux sur les photos le témoignent. Ils veulent apprendre et créent ainsi les

bases pour pouvoir éventuellement, plus tard, fuir la misère. Aller à l'école signifie aussi échapper pour quelques heures à l'étroitesse et l'oppression de la maison et pouvoir faire quelque chose de sensé. Weigel explique que les enfants en sont infiniment reconnaissants et cherchent volontiers des contacts directs avec les assistants.

Comme le nombre d'enfants augmente continuellement, Alex Weigel prévoit de construire un établissement scolaire plus grand. Il a déjà obtenu le terrain à bâtir, maintenant il lui faut encore l'argent pour aménager l'école. Etant donné que son organisation humanitaire ne vit que de dons, Weigel espère pouvoir récolter un peu d'argent par de tels exposés. Il retourne régulièrement en Suisse pour trouver des soutiens à son projet humanitaire. Il

aime beaucoup parler et discuter de ses activités dans des classes d'école ou à d'autres occasions.

Il a encore d'autres projets en arrière-pensée. Son grand rêve est la réalisation d'une infirmerie à disposition de tous ceux et celles qui vivent là dans des conditions misérables. Jusqu'à maintenant, il a pu réaliser tout ce qu'il a pris en main, malgré des conditions extrêmement défavorables. Ses convictions intérieures et sa compassion envers les hommes l'aident à surmonter les revers. Les yeux des enfants, qui s'illuminent de plus en plus, sont sa plus grande récompense.

Les auditeurs ont visiblement été très émus. La misère, dans laquelle ces gens sont obligés de vivre, et le cœur d'un homme qui se lie avec ces êtres, touchent les jeunes gens et font apparaître leurs propres soucis dans une dimension plus réelle. La situation actuelle dans le bidonville de Nairobi, la connaissance des racines historiques de cette misère, et le fait que l'Occident continue d'exploiter à son profit et au détriment de la population indigène harassée les matières premières de l'Afrique, sont importants pour la compréhension de la situation qui prévaut dans de nombreux pays d'Afrique.

Alex Weigel est un homme qui a tiré les conséquences de ce qu'il a vu et qui, à travers son engagement humaniste, se donne corps et âme à la cause des enfants du bidonville Kibera. Ceux-ci lui seront reconnaissants tout au long de leur vie. •

Dons: IBAN CH 34 8147 4000 0085 5476 6, www.goodhearts.ch

«Good Hearts Organisation»

ak. Cette œuvre de bienfaisance a été fondée sous forme d'association au printemps 2009 par Alex Weigel – qui a pu, en tant qu'ancien collaborateur de «World Vision», faire de nombreuses expériences dans le domaine de la coopération au développement – et quelques amis et connaissances. Le but principal est le soutien et la protection des enfants, adolescents et jeunes gens tout comme l'amélioration durable des conditions de vie pour les individus et la société.

Le fait que le directeur de projet Alex Weigel vit sur place, à Nairobi, garantit que l'ensemble des dons profite directement aux personnes concernées et ne

disparaît pas dans les marais de la corruption. Il existe un bon contact avec Jacques Pitteloud, l'ambassadeur suisse à Nairobi, qui a déclaré dans une interview au sujet de cette organisation humanitaire:

«L'argent atteint les bonnes personnes [...] et ne disparaît pas dans une organisation onéreuse [...]; j'en suis extrêmement reconnaissant, et je me réjouis de pouvoir un jour ou l'autre accueillir à Nairobi une délégation des membres de cette association.»

Depuis 2011, «Good Hearts Organisation» participe à Nairobi à la distribution d'aide alimentaire dans le cadre du «Programme alimentaire mondial» de l'ONU.

Réunions d'information sur la Somalie

Assemblée générale de l'association «Neue Wege in Somalia»

Samedi 24 mars 2012, 14h, maison de paroisse d'Aussersihl, Stauffacherstr. 10, 8004 Zurich. Informations récentes sur le travail de l'association et sur la situation en Somalie: www.nw-merka.ch; Godi Koch, de Caritas Suisse, parlera du programme d'aide humanitaire de Caritas dans la ville de Merka et le village d'Ambe Banaan.

Forum social et environnemental de Suisse orientale (St-Gall)

Samedi 12 mai 2012, 10–12h. Atelier de l'association: famine et guerre en Somalie, des organisations suisses viennent en aide à Merka et à Ambe Banaan, Forum social et environnemental de Suisse orientale (St-Gall), Case postale 1930, 9001 St-Gall, www.sufo.ch

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– Euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».